

ALBANIE 1997



LE PROLÉTARIAT S'AFFRONTE À L'ÉTAT BOURGEOIS

GROUPE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE ★ GUERRE DE CLASSE

Nous éditons ici en brochure un article du Groupe Communiste Internationaliste (GCI), publié en 1997, à propos du soulèvement prolétarien qui embrasa à l'époque l'Albanie. Pourquoi revenir aujourd'hui, se demanderait-on, sur des événements « vieux » de plus d'un quart de siècle, alors que ceux-ci ne constituent qu'une énième défaite de notre classe dans la terrible guerre que les capitalistes mènent depuis des siècles contre les exploités ? Parce que loin de se contenter de décrire et de comprendre les rapports sociaux d'exploitation, de domination, d'oppression et d'aliénation qui sont imposés à l'humanité, loin de se satisfaire de la biologie du capital, nous revendiquons au contraire la nécessité pour les communistes, pour les révolutionnaires, de se réapproprier les luttes de nos frères et sœurs de classe, de tirer les leçons des insurrections passées afin de mieux préparer les insurrections à venir, de transformer l'existant, bref de participer de la nécrologie du capital !

A l'heure où les besoins de la classe des capitalistes, et plus profondément du capital lui-même en tant qu'être impersonnel dominant la totalité des rapports existants dans ce monde, imposent toujours plus brutalement la guerre globale et l'anéantissement du vivant dans le but de prétendre résoudre ses propres contradictions ; à l'heure où le prolétariat devra imposer aux marchands de chair à canon et autres propriétaires d'esclaves salariés ses plans pour l'espèce humaine, s'il veut maintenir la vie sur la planète et enfin vivre plutôt que de survivre ; à l'heure où la seule alternative est et reste la lutte des classes, la guerre de classe sur notre initiative... rappelons simplement cette vérité : oui, jusqu'à présent le prolétariat est allé de défaite en défaite, il a perdu toutes les batailles qui l'opposait à son ennemi de classe... Mais tel un Phénix, il ressurgit à chaque fois, rebondissant sur les convulsions qui déchirent les entrailles de la Bête immonde, réaffirmant toujours son essence internationaliste et sa critique du monde de la valeur et de la propriété privée...

Oui, jusqu'à présent la bourgeoisie est allée de victoire en victoire, elle a gagné toutes les batailles qui l'opposait à son ennemi de classe, et cela a toujours été une obligation pour elle ! Car à chaque fois, après une victoire, qui n'est que temporaire, les contradictions de classe, l'antagonisme de classe, réapparaissent avec toujours plus de force... Une seule défaite pour elle, une seule bataille perdue, véritablement, intrinsèquement et fondamentalement perdue, signifierait le renversement des rapports d'exploitation, de domination de classe, le renversement de la praxis, la fin du capitalisme et donc la victoire du prolétariat et l'abolition de l'inhumanité !

Alors qu'il nous suffit, à nous prolétaires, de ne remporter véritablement, intrinsèquement et fondamentalement qu'une seule bataille qui sera notre victoire finale !!!

Guerre de Classe ★ Novembre 2023

ALBANIE 1997

LE PROLÉTARIAT S'AFFRONTÉ À L'ÉTAT BOURGEOIS

« L'atmosphère à Gjirokaštër est folle. La révolte populaire se transforme en anarchie totale, il n'y a plus de police, plus d'Etat, plus de règle. La ville s'enthousiasme, s'épanouit, se prend au jeu de la rébellion »...

(Le Monde - 11/3/1997)

« Avoir une arme, c'est un plaisir »... une « incontestable ivresse que provoque chez les combattants l'anarchie »... « Les pillages se multiplient, opérés par des hordes de miséreux ou par des bandits. Personne ne se cache, et il y a parfois un air de fête populaire. »

(Le Monde - 16-17/3/1997)

UN SOUFFLE D'AIR FRAIS DANS L'ATMOSPHERE ECRASANTE DE LA PAIX SOCIALE

La lutte du prolétariat en Albanie a apporté un souffle d'air frais dans l'atmosphère étouffante de la paix sociale qui aujourd'hui, bien trop souvent encore, endort les réflexes de classe des prolétaires. Par leurs actes dénonçant clairement l'ensemble des structures de l'Etat comme étant leur ennemi, les prolétaires en Albanie ont renoué avec les traditions de lutte de notre classe que tant d'années de défense de la démocratie – que ce soit au nom de l'antifascisme ou de l'anticommunisme – ont bel et bien rejetées dans l'oubli. Les exemples de rupture d'avec le respect de la propriété privée, d'avec le règlement des conflits par les voies des tribunaux... sont tellement rares aujourd'hui que nous prenons ici le temps et l'espace de raconter ce qui s'est passé en Albanie, et d'élaborer une périodisation afin de définir les moments les plus importants de l'évolution des rapports de forces entre révolution et contre-révolution dans ce pays.

Il ne faut pas croire qu'il serait possible de faire une chronologie qui ne soit pas directement une analyse, une prise de position par rapport aux événements. Une chronologie neutre, que les partisans du libre arbitre

appelleraient « objective », cela n'existe pas. Il est clair que tout ce que laissent transparaître les médias est d'emblée un parti pris (le choix des événements relatés, les mots qui sont mis sur ce qui se passe...) et exprime, en l'occurrence, le point de vue bourgeois, un point de vue qui ne peut que nier le fait qu'il y a eu en Albanie (en tout cas dans un premier temps) affrontement classe contre classe en dehors et contre tout règlement démocratique. Ce qui est objectif, c'est que tout regard posé sur les événements dépend du point de vue où l'on se place, soit le point de vue de la bourgeoisie défendant son Etat et son système mercantile... soit le point de vue du prolétariat dont la lutte est destruction du capitalisme et affirmation du communisme¹.

Alors que toute la presse bourgeoise s'indignait d'encore assister à des moyens de lutte aussi « barbares » comportant attaques de banques, incendies des commissariats, des municipalités, des tribunaux, pillages des dépôts de vivres et d'armes que sont les casernes, prises d'assaut des prisons et libération des prisonniers,... de notre côté, c'est avec une certaine exaltation que nous apprenions que le mouvement de lutte en Albanie rompait avec les sempiternelles manifestations mises en place par les oppositions du monde entier (en Albanie : les ex-staliniens rebaptisés socialistes) et se réappropriait les moyens de lutte de toujours des prolétaires contre l'Etat.

Au lendemain du 9 mars 1997, date à laquelle Gjirokastër est gagnée par la révolte, le journal Le Monde s'étonne de ce que l'atmosphère y soit à l'enthousiasme, que les pillages donnent un air de fête aux rues, que le fait de porter une arme procure une certaine joie de vivre, que la ville semble s'épanouir alors que l'anarchie y est totale, sans plus de police, sans plus d'Etat... Parce qu'imbu de leur idéal démocratique, positionnés du côté de la classe dominante, les journalistes ne peuvent comprendre que de tels mouvements libèrent tout à coup des générations et des générations de privations, de sacrifices, d'assassinats, d'emprisonnements,... durant lesquelles l'on a courbé l'échine et encaissé tous les coups,... Oui, c'est jouissif d'enfin briser les chaînes, de se réapproprier tout ce dont on nous fait rêver mais qu'on ne peut jamais toucher parce que c'est cadenassé derrière les barrières de

¹ En ce sens, oui, les deux points de vue sont subjectifs. Mais ici s'arrête la comparaison parce qu'alors que le point de vue bourgeois a clairement intérêt à occulter tout ce qui annonce la fin de l'ordre social capitaliste et qu'il est donc logique qu'il néglige et cache tout ce qui révèle la nécrologie de son système, le point de vue du prolétariat quant à lui, le point de vue du communisme, du dépassement historique du capitalisme a tout intérêt à reconnaître la réalité objective telle qu'elle est, à dévoiler les contradictions de classe qui conduisent à la destruction du mode de production capitaliste. C'est ce qui fait que la position subjective de la classe dominante amène cette dernière à s'éloigner de la réalité objective, alors que notre position subjective d'exploités nous pousse à connaître et faire connaître la réalité objective.

l'argent, les barreaux des prisons,... Oui, c'est festif de ne plus avoir peur et de se retrouver forts et unis dans la rue contre la propriété privée et l'Etat, contre tout cet ordre qui nous fait crever – cet ordre qui ne crèvera que lorsque la liesse de ces prolétaires en armes qui ont enfin retrouvé la voie de la lutte sera partagée par les prolétaires du monde entier.

DE L'EFFONDREMENT DES PYRAMIDES AU SOULEVEMENT DU PROLETARIAT

Dès le début de janvier 1997, des manifestations rassemblent à Tirana et dans tout le pays des dizaines de milliers d'épargnants qui ont tout perdu dans les faillites des pyramides financières.

Ces sociétés d'épargne proposant des taux d'intérêts faramineux (de 35 à 100% par mois) ont attiré jusqu'aux fonds de tiroir des coins les plus reculés d'Albanie. Afin d'investir chez Sude, Populi, Xhaferri, Vefa, Kamberi ou autre, de déposer chaque mois un peu plus d'argent à ces guichets installés à la hâte dans les rues, les Albanais ont vendu tout ce qu'ils pouvaient. Appartements, voitures, troupeaux, terres... ont été liquidés. Mais les montants payés aux premiers déposants ne provenant que de l'apport croissant de nouveaux dépôts, l'effondrement de ces sociétés d'épargne (qui viennent tôt ou tard à cours de dépôts) était inévitable. Des centaines de milliers d'épargnants s'en sont retrouvés complètement dépouillés. 70 à 80% des foyers albanais ont été touchés. Et bien sûr, ce furent les plus pauvres qui furent comme toujours les plus touchés.

La ferveur à investir dans les pyramides financières exprime la persistance du mythe qui prétend qu'à l'occident l'argent est facile, qu'il suffit de s'endormir sur ses rentes pour se réveiller riche le lendemain...

Jusqu'en 1990-91, la nécessité de défendre le mythe de l'existence d'une Albanie socialiste avait gardé les frontières fermées aux seuls échanges/investissements avec les pays de l'Est. Puis, comme en Russie et dans les autres pays de l'Est, le mythe du socialisme comme paramètre fondamental du maintien de la paix sociale ayant fait son temps, on parla de libéralisation du système, de la fin des restrictions, de la possibilité pour chacun de s'enrichir,... A Berlin on fait tomber le mur, en Albanie on déserte les 700.000 bunkers qu'Enver Hoxha² avait fait construire dans la crainte d'une agression étrangère.

² Enver Hoxha, leader stalinien historique et président de l'Albanie dont la fin en 1985 a constitué le pré-lude à la mort du « socialisme en un seul pays ».

Comme en Russie et dans tous les pays de l'Est, le largage des mesures protectionnistes, les changements d'alliances impérialistes, les réformes économiques et sociales marquent une accélération brutale dans la course au profit et creusent de manière encore plus phénoménale le fossé entre bourgeois et prolétaires. De décembre 1990 à mai 1991, des émeutes de la faim éclatent dans toute l'Albanie. Les investisseurs occidentaux reculent face à tant d'incertitude quant aux perspectives de profit. Les années 1991-92 sont marquées par l'effondrement total de l'industrie albanaise et la persistance de troubles sociaux. De décembre 1991 à février 1992, une deuxième vague d'émeutes déferle sur le pays. A chaque fois, ces émeutes débouchent sur des pillages et incendies de commissariats, bâtiments publics, usines, magasins et dépôts de vivre...³ L'Albanie, classée à hauts risques, est placée sous perfusion de l'aide internationale pour éviter l'explosion sociale.

Les Etats allemand, turc et nord-américain appuient financièrement l'armée albanaise pour la transformer en une armée puissante, prête à l'affrontement. Mais malgré ces préparatifs bourgeois, la lutte de classe nous a montré une fois de plus comment une situation préparée par la bourgeoisie peut devenir incontrôlable.

L'attraction du mythe du paradis occidental est alors si forte que l'ouverture des frontières se solde par un exode massif que l'Etat albanaise, mais aussi tous les Etats environnants et principalement l'Etat italien, se voient obligés de réfréner violemment. Il ne s'agit pas tant d'exode de capitaux vu que l'Albanie est plutôt une zone de désertification des capitaux mais d'exode des prolétaires subjugués par le mythe qui prétend que passer à l'ouest signifie la fin de toutes les misères. Rappelons-nous l'afflux des quelques 40.000 réfugiés débarquant malgré tout dans le sud de l'Italie en mars et août 1991. La moindre rumeur d'un bateau en partance, d'une délivrance de visas avait pour résultat le rassemblement de milliers de jeunes dans les ports ou devant les ambassades occidentales, comme cela s'est également passé à Cuba. Par la suite, cet exode a continué à faire l'objet d'un trafic clandestin crapuleux. On ne peut s'y tromper lorsque l'on sait que les passeurs d'émigrants

³ A chaque fois aussi, la bourgeoisie tente, par des élections, de détourner la colère dirigée contre l'essence même de sa domination, l'argent, la marchandise, le capital, en désignant tel ou tel parti, tel ou tel gouvernement à la vindicte populaire. En mars 1991, la comédie électorale a fait jouer le rôle principal au Parti Socialiste (ex-parti stalinien rebaptisé). En mars 1992, c'est au tour du Parti Démocratique, nouveau parti fondé en décembre 1990 par Berisha (lui aussi un ex-stalinien rebaptisé), de prendre la tête de la mascarade électorale.

clandestins vers l'Italie désignent leurs clients du terme saisissant de viande sur pied et que le prix de la traversée varie entre 450 et 600 dollars⁴.

Avec la faillite des pyramides financières, les prolétaires d'Albanie font encore les frais de la désillusion totale qui accompagne la prise de conscience qu'à l'Est ou à l'Ouest, c'est l'argent qui fait et défait les politiques, ouvre ou ferme les frontières, s'amasse dans les poches des uns en vidant les poches des autres. Le mythe de l'argent facile est puissant qui a conduit les moindres économies des prolétaires dans ce gouffre à fric que sont les sociétés d'épargne, la désillusion est dure à encaisser quand on y a tout misé et qu'on doit tout y laisser.

En mai 1996, le soir des élections législatives qui attribuent la totalité des sièges du parlement au Parti Démocratique, le drapeau de la Vefa, la plus importante compagnie financière compromise dans les pyramides trône à la tribune des vainqueurs. Un journaliste commente : « La Vefa illustre le miracle du capitalisme, le miracle albanais, le miracle d'un pays qui s'arrache enfin de la misère. » Avec la faillite des pyramides financières dont celle générée par la Vefa, le sentiment de trahison est très fort au sein de la population, tant ces sociétés d'épargne sont liées au gouvernement Berisha et au Parti Démocratique⁵. D'autant plus qu'en 1992, c'est au cri de « Fitoi! » (Victoire !) que le peuple albanais plébiscitait, tel un libérateur, son nouveau président, Sali Berisha qui, au nom de la lutte contre la tyrannie du régime stalinien avait réussi à re-sceller l'union nationale. C'est à cette époque qu'est lancé un appel à l'aide internationale pour relancer l'économie en Albanie et que le principal partenaire de l'Albanie devient les Etats-Unis.

Aujourd'hui la situation est toute autre. La faillite des sociétés d'épargne a fait basculer le climat social. Contrairement à ce qui s'est passé en Macédoine ou en Bulgarie où la bourgeoisie se targue d'avoir pu contenir le mécontentement des laissés-pour-compte avec de maigres compensations, en Albanie, les manifestations et autres formes de protestations se généralisent, démontrant clairement que le prolétariat ne se laisse pas dompter par l'Etat. En effet, à Skopje, le gouvernement et la banque nationale ont paré au plus pressé en organisant des « comités de dédommagement des victimes lésées »

⁴ En 1995, le chiffre d'affaires de ce commerce de viande sur pied de provenance non seulement albanaise mais aussi kurde, chinoise... emmenée en zodiac en Italie s'élevait à 380 millions de dollars.

⁵ Ces liens sont extrêmement personnalisés : toute une série de membres du gouvernement et du Parti Démocratique sont personnellement attachés à ces sociétés.

menant enquêtes, procès... Pire, à Sofia, pour tout dédommagement, le gouvernement a érigé un monument « à la mémoire des victimes de la pyramide »⁶.

En Albanie, la revendication est : « on veut notre argent, on veut être remboursé à 100%. » Tout au long du mois de janvier les manifestations se font de plus en plus houleuses et la police anti-émeute souvent débordée se livre à des charges violentes.

Lorsque le gouvernement prend des mesures pour stopper les spéculations, il est trop tard, il ne contrôle plus la situation. Le 10 janvier 1997, il engage des poursuites contre deux institutions qui sont à la base de la constitution de ces pyramides : Xhaferri et Populi.

Même la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International interviennent pour mettre un terme à ce type d'entreprise. Ces institutions soulignent le fait que ce sont des entreprises privées basées sur la seule spéculation, qui permettent à certains de s'enrichir très vite mais qui ne rencontrent pas nécessairement les intérêts de développement du capital qui est d'abord basé sur la relance de la production. Le 4 février, Tritan Shehu, vice-premier ministre reprend ce point de vue à son compte et proclame (après s'être lui-même largement rempli les poches de cet argent facile !) : « Nous sommes résolus à détruire ces épargnes pyramidales, car ce n'est pas là l'avenir de l'Albanie. Notre avenir, c'est la production et on va travailler de plus en plus. » Pour être plus exact, il aurait dû dire : « et on va vous faire travailler de plus en plus. »

Le gouvernement Berisha est autant désavoué par la bourgeoisie mondiale que par le prolétariat qui sort de sa torpeur.

A Peshkopia, dans sa grande commisération, le président Berisha demande aux gros épargnants de se faire connaître (tant pis pour les petits !). En réponse, des attroupements se forment dans la rue centrale... Et une centaine de personnes attaquent le commissariat à coups de pierre. Six policiers sont

⁶ La Macédoine voisine traversait une situation semblable avec la faillite d'une société financière spéculative, la TAT, qui a ruiné une trentaine de milliers d'épargnants pour un montant de 80 millions de dollars. Autre exemple, en 1994 en Russie, S. Mavredi, ne disposant au départ que de 50 dollars, promettait 600% d'intérêts par an. Il a vite géré des milliards de dollars avant de déclarer faillite et de ruiner des millions de gens. Sorti de prison, il se fait élire député à la Douma ! Le plus ancien exemple dont se souvienne la presse date de 1919 à Boston aux USA où Ch. Ponzi promettait 50% d'intérêt en 90 jours. Il a ainsi encaissé 20 millions de dollars, remboursé 15 millions et ramassé les 5 autres.

blessés. Puis les émeutiers mettent le feu aux bâtiments de l'administration communale. Les slogans sont : On veut notre argent ! et A bas Berisha !

Le 19 janvier à Tirana, la police anti-émeute intervient en force place Skanderbeg pour disperser une foule en colère de plus de 5.000 personnes réclamant le remboursement des sommes déposées dans les sociétés d'épargne. Le Parti Socialiste, toujours maintenu dans l'opposition par le scrutin (contesté) de mai 1996, profite de la situation de mobilisation du prolétariat pour prendre sa revanche sur le Parti Démocratique. Appelant à participer à cette manifestation, il espère se mettre à la tête d'un mouvement de protestation pacifique comme à Belgrade ou à Sofia. Mais cette manifestation, et toutes celles qui vont suivre vont vite faire abandonner au Parti Socialiste et aux autres partis de la bourgeoisie tout espoir d'empêcher l'explosion de la terrible colère qui gronde dans tout le pays comme en témoignent déjà, le même jour, les affrontements à Berat.

A Berat (100 km au sud de Tirana), des pierres volent contre les bâtiments de la police, de la justice, les bureaux ministériels et ceux du Parti Démocratique. Deux cents manifestants sont arrêtés. Le Parlement en appelle à l'armée pour protéger les bâtiments officiels.

Le 24 janvier à Lushnjë, 100 km au sud de Tirana, localité où les pyramides ont lésé le plus de monde, des manifestants jettent des engins explosifs au premier étage du bâtiment de la municipalité. Le feu prend. Les deux mille personnes rassemblées dans le centre-ville font barrage et empêchent les pompiers d'accéder à l'incendie. Les manifestants exigent que leur argent, déposé dans la fondation Xhaferri mise en faillite la semaine dernière, leur soit remboursé.

Fin janvier, il apparaît que Berisha ne se rend pas compte de l'ampleur du mouvement et pense mettre fin aux désordres en laissant libre cours aux habituelles pratiques de la police secrète, le SHIK (ex-Sigourimi, police secrète de l'époque stalinienne⁷). Plus les rassemblements tournent à l'émeute, plus

⁷ Tout comme on refait l'emballage d'une marchandise, on repense sa publicité pour mieux la vendre, l'ancienne police secrète de l'époque stalinienne, la Sigourimi, a reçu un nouveau label et endossé un nouvel uniforme. Avec quelques têtes trop connues mises à la retraite, d'autres réorientées vers les milices patronales pour surveiller des chantiers, parcourir les assemblées ouvrières... voilà le SHIK prêt à reprendre sa sale besogne. Rien de neuf sous le soleil ! L'histoire se répète partout dans le monde, et à toutes les époques : quand une police secrète s'est rendue trop célèbre pour sa pratique répressive, on change son nom et certains de ses membres de sorte qu'elle puisse assumer plus efficacement sa tâche. C'est particulièrement utile lorsqu'on change de forme (ou de discours) de domination, et que l'Etat requiert un petit nettoyage. En général, on maintient la même structure, les mêmes fichiers, les mêmes bâtiments, les

la police devient brutale. Le SHIK fait régner son habituelle terreur : arrestations, interrogatoires, tabassages, emprisonnements, assassinats, disparitions,...

De son côté, l'opposition bourgeoise, principalement regroupée autour du Parti Socialiste, se structure pour mener sa campagne contre le gouvernement Berisha. Le 30 janvier, dix partis de l'opposition dont le Parti Socialiste se coalisent en un Forum pour la Démocratie. Ce Forum exige la démission du gouvernement Berisha jugé responsable du chaos économique mis en évidence par les effets dévastateurs des entreprises pyramidales et appelle à la constitution d'un gouvernement de technocrates pour gérer la crise en attendant l'organisation d'élections anticipées.

Toujours, le 30 janvier, Koha Jone, le plus important journal « indépendant », porte-parole d'« intellectuels indépendants » (une des composantes de l'opposition bourgeoise), publie un manifeste proclamant : « Il est clair que la colère du peuple est dirigée contre un Etat qui s'érige en juge après avoir acquitté les voleurs. » L'opposition sait utiliser les mots dans lesquels les prolétaires en lutte peuvent se reconnaître. Mais pour l'opposition, cet Etat qu'elle condamne, ce n'est pas le pouvoir de la classe bourgeoise, c'est le gouvernement Berisha. De plus, des membres de la rédaction de ce journal, des dirigeants du Parti Socialiste et autres figures connues de l'opposition bourgeoise, accusés d'être à l'origine des troubles sont arrêtés. Tous les ingrédients sont là pour enfermer le mouvement dans une alternative bourgeoise : soutenir l'opposition martyr contre le nouveau tyran : Berisha.

Sur le plan politique bourgeois, voici donc le tableau : à la mobilisation prolétarienne, l'opposition désigne comme cible Berisha tandis que, jetant en prison côte à côte prolétaires en lutte et membres de l'opposition bourgeoise, le gouvernement pousse les premiers à se ranger sous les drapeaux de cette seconde qui n'a pour but que de laminer le mouvement par le passage aux urnes (électorales/mortuaires).

Le calcul est intelligent mais il ne tient pas compte du potentiel révolutionnaire que contient cette série de manifestations du mécontentement prolétarien. Il est clair que dans le mouvement, les prolétaires expriment beaucoup plus que simplement l'argent perdu et la démission de Berisha. Le mécontentement encore encadré par l'opposition bourgeoise fait de plus en plus place

mêmes méthodes et on se sert des mêmes prisons... sauf évidemment si la révolte prolétarienne parvient à raser tout ça !

à l'éclatement de la haine de classe contre l'Etat comme en témoignent les fréquents débordements débouchant sur le saccage des bâtiments officiels.

Mais la frontière entre la lutte prolétarienne spontanément dirigée contre l'ensemble des structures de l'Etat bourgeois et la bataille de l'opposition bourgeoise pour restructurer l'Etat ne s'opère pas encore assez clairement dans le mouvement. Et ce manque de délimitation qui s'exprime, par exemple, dans le fait que l'opposition bourgeoise n'est pas chassée des manifestations (et également dans le fait qu'une partie du mouvement demande justice à l'Etat pour qu'il sanctionne les responsables des pyramides financières) laisse encore le champ libre à l'opposition pour prendre en mains les rênes du mouvement.

Début février 1997, Berisha promet que tous ceux qui ont été spoliés seront dédommagés soit en argent liquide soit en livrets d'épargne. Le remboursement devrait débiter le 5 février grâce à la saisie des comptes de deux des principales sociétés de fonds de placement. Mais, d'une part, plus personne ne fait confiance dans ces bouts de papier que l'Etat leur délivrerait une nouvelle fois en échange de promesses. D'autre part, le même jour, la plus importante des entreprises de pyramides à Vlorë, Gjallica, annonce sa mise en faillite, laissant un trou de 360 millions de dollars, et proclame sa totale impossibilité de remboursement.

Suite à cette nouvelle, le 5 février, à Vlorë (ville portuaire de 60 à 80.000 habitants à 210 km au sud de Tirana), 30.000 personnes descendent dans la rue. Comme la manifestation se dirige vers le port, les flics chargent et tentent de chasser les manifestants à coups de pompes à eau et de matraques. Des membres masqués du SHIK frappent des manifestants et les emmènent dans leurs voitures. Les affrontements avec la police font deux morts et une centaine de blessés, la plupart du côté des manifestants. Mais par la suite, un groupe de policiers anti-émeute se fait encercler. Plusieurs d'entre eux, déshabillés par les manifestants, courent dans les rues en sous-vêtements. Les forces de l'ordre se replient !

Cette journée marque le début d'une mobilisation permanente à Vlorë : chaque jour commencera par un grand rassemblement (vers 10 heure) qui se prolongera par une manifestation. Vers 17 heure, une nouvelle réunion décide des actions à organiser pour le lendemain. Les chefs de tous les partis de l'opposition, présents à ces manifestations, appellent au calme. Au bout d'une semaine de manifestations, les appels au calme ne sont toujours pas suivis. Néanmoins, le mot d'ordre des manifestants reste « A bas Berisha ! »

A Tepelenë, le Forum pour la Démocratie appelle à un rassemblement. Seule une soixantaine de personnes s'y présentent alors que la mobilisation est de plus en plus forte. Le mouvement occupe la rue et ne veut pas se laisser distraire par des discours sur la démocratie.

Ces exemples montrent que les prolétaires disent oui à l'opposition quand elle réclame le remboursement des sommes engagées dans les sociétés d'épargne et quand elle crie « A bas Berisha ! ». Ils disent non quand elle appelle au calme et à réfléchir sur la démocratie. Mais si dans la bouche des prolétaires « A bas Berisha ! » peut signifier « A bas l'Etat ! », dans la bouche de l'opposition « A bas Berisha ! » signifie « A bas le gouvernement Berisha ! » et débouche sur la revendication d'élections anticipées. Le mouvement charrie ces deux perspectives tout à fait antagoniques. Ces oui et non qui s'expriment dans le mouvement démontrent encore la difficulté du prolétariat à choisir son camp. Il a du mal à se dépêtrer des alternatives bourgeoises. Il réagit positivement ou négativement aux injonctions des partis bourgeois mais n'en est pas encore à définir sa propre direction.

C'est sur cette ambiguïté, ce manque de clarté que va reposer toute la tactique de la contre-révolution qui va pousser le mouvement à quitter la rue et à reprendre le droit chemin du vote pour exprimer son désaccord. Voilà la voie toute tracée de la pacification du mouvement soutenue par la bourgeoisie mondiale qui, faisant référence aux situations semblables bien que moins explosives en Bulgarie et en Roumanie, ne cesse de souligner le « passage salvateur par l'isolement ».

Dans beaucoup de villes, les manifestations, toujours encadrées par les partis de l'opposition, sont de plus en plus houleuses, il y a des débordements fréquents, la police est de plus en plus brutale et arrête massivement.

A Tirana, le parti de Berisha se mobilise et mille personnes participent à un rassemblement pour la démocratie et la non-violence (comme toujours, ceux qui sont les plus conséquents dans l'organisation du terrorisme d'Etat prêtèrent le discours de la non-violence qui leur garantit le monopole de la force armée). Le SHIK continue à faire régner la terreur. Ses membres investissent les cafés où des discussions animées sur les derniers événements regroupent du monde et tabassent à la ronde.

Le 9 février est marqué par une escalade dans la violence de la répression. A Vlorë, dans la nuit, la police emprisonne ceux qu'elle juge être les meneurs. Les manifestants se réunissent devant les bâtiments de la police et exigent la libération des prisonniers. Les flics tirent, il y a au moins 26 blessés.

Le jour suivant, le 10 février, toujours à Vlorë : 40.000 personnes manifestent et mettent le feu au quartier général du Parti Démocratique. Il y a à nouveau 81 blessés dont un meurt des suites de ses blessures par balles. Des localités environnantes (5.000 venant de Fier, plusieurs centaines de Berat, Tepelenë, et d'ailleurs encore), les prolétaires se solidarisent avec la lutte de leurs compagnons de Vlorë et viennent renforcer leurs rangs.

A Tirana : les forces de l'ordre n'arrivent pas à empêcher des rassemblements. La tension monte. Les manifestants crient « Vlorë, Vlorë ! ».

Les affrontements à Vlorë font traînée de poudre et deviennent l'emblème de la révolte dans tout le pays.

Gjirokastër est traversé par la manifestation la plus massive jusqu'à ce jour. Le 11 février, à Vlorë, 30.000 personnes assistent aux funérailles du manifestant assassiné la veille par la police qui se fait particulièrement discrète ce jour-là. Mais la tension monte, à tout moment semblent pouvoir exploser des affrontements « dangereusement incontrôlés ».

Jusqu'ici, le mouvement est marqué par des manifestations de plus en plus tumultueuses qui débouchent sur de graves affrontements avec les corps de police et l'incendie de bâtiments de l'Etat (principalement, les sièges du Parti Démocratique et les municipalités) et qui sont marqués par des arrestations massives et de nombreux morts. Mais le fait d'avoir plusieurs fois fait reculer les forces de l'ordre marque la tendance à rompre avec le schéma habituel des manifestations tout au long desquelles, c'est l'Etat qui garde l'initiative des affrontements, et cela constitue un saut de qualité important.

La répression par laquelle Berisha pensait décimer le mouvement, produit l'effet contraire. Loin de faire reculer le mouvement, elle attise la combativité, renforce la détermination à lutter jusqu'à gain de cause. Et plus encore, le sentiment de vengeance se fait jour. Non seulement vengeance contre la police qui frappe, isole, torture, massacre, mais plus globalement contre tout ce qui a conduit à cette situation extrême, contre toutes ces dures années de survie précaire sans jamais savoir de quoi demain sera fait, contre toutes ces promesses au nom desquelles on s'est toujours plus serré la ceinture, contre la torture de la faim, contre les intimidations, les humiliations quotidiennes, contre tout le rapport social travail salarié/capital, contre l'Etat.

Les limites du mouvement continuent à s'exprimer par contre dans le fait que les partis de l'opposition ne se font pas encore jeter des manifestations et que

les prolétaires attendent que l'Etat leur rende justice et punissent les sociétés frauduleuses.

Le même jour, le 11 février, le gouvernement envisage de proclamer l'état d'urgence à Vlorë. Le Premier Ministre, Meksi, annonçait déjà à la radio : « il faut défendre l'ordre constitutionnel » et à une situation extraordinaire, il faut répondre par des « mesures extraordinaires ». Mais le décret soumis au Parlement rencontre l'opposition de députés du Parti Démocratique qui, venant de la région de Vlorë, se rendent compte que cette mesure ne ferait qu'accentuer la tension que les arrestations et assassinats ont particulièrement aiguisée ces derniers jours. Pour éviter que la haine des flics ne se retourne contre l'ensemble des structures de l'Etat, le gouvernement décide alors de limoger le commissaire de police en place à Vlorë.

Dans la semaine du 12 février, le mouvement s'élargit dans presque toutes les villes du sud et dans quelques villes du nord. Les manifestations deviennent de plus en plus massives et les affrontements plus forts. A Fier, il y a encore un mort du côté des manifestants.

Le 19 février se déroule à Tirana une nouvelle grande manifestation que la police n'a pas pu empêcher. Partout on crie « Vlorë, Vlorë ! ».

Le 20 février, une quarantaine d'étudiants débute une grève de la faim à l'université de Vlorë. Ils appellent à la non-violence, réclament la démission du gouvernement Meksi, la formation d'un gouvernement de technocrates pour assurer l'intérim jusqu'aux nouvelles élections, le limogeage des responsables de la télévision, des poursuites judiciaires contre les responsables des brutalités policières ! Quel programme ! Pour ces étudiants, l'attaque brutale du niveau de vie des prolétaires qui ont tout perdu dans les faillites, la répression des luttes... n'est que le fait de quelques vilains qui ont abusé de leur poste de responsabilité. Et la revendication d'un gouvernement de technocrates laisse supposer qu'il pourrait y avoir un gouvernement neutre au-dessus des classes ! Comme pour tous les réformistes du monde, il ne s'agirait que d'un problème de mauvaise gestion, soluble dans les élections.

Avec leur programme de remise à neuf de l'Etat, ces étudiants se situent clairement du côté de la contre-révolution. Contre-révolution qui se concrétise également dans les moyens de lutte proposés : face à la répression de plus en plus féroce, on propose de tendre l'autre joue. Alors qu'une force collective se dégage de la rue et commence à prendre le dessus face aux assauts meurtriers des policiers anti-émeute, ils proposent à chacun de s'aliter, de dilapider ses énergies vitales,... Et pourquoi pas se mettre à genoux et prier... pour

apitoyer l'Etat qui au moment-même reçoit des appuis internationaux pour payer et suréquiper ses différents corps de police.

En effet, fin février, Berisha envoie son ministre de l'intérieur en Allemagne percevoir une avance pour payer de nouveaux équipements aux forces de police. D'autres gouvernements expriment leur appui au gouvernement de Berisha. Les Etats-Unis qui avaient misé sur le gouvernement Berisha pour faire de leur soutien à l'Albanie une tête de pont dans la région, estiment que Berisha et son parti ont dilapidé ce capital d'abord dans le scrutin contesté de mai 1996 et ensuite dans la faillite des sociétés d'épargne spéculatives soutenues par le gouvernement. Aujourd'hui, soucieux de hâter la réconciliation nationale, les Etats-Unis exercent une pression maximale sur le gouvernement de Berisha pour le contraindre à engager le dialogue avec l'opposition regroupée autour du Parti Socialiste.

Le 28 février, le gouvernement Meksi/Berisha décide de déloger les grévistes de la faim qui occupent l'université. Un groupe de policiers en civil, des membres du SHIK, s'apprête à investir les bâtiments. La réaction ne se fait pas attendre : de nombreux prolétaires se reconnaissent, malgré les revendications réformistes des étudiants, dans tous ceux qui sont réprimés par l'Etat, et prennent donc position pour agir face à la violence policière. En fait, la rumeur selon laquelle la police secrète s'apprêtait à évacuer par la force les grévistes de la faim a conduit plus d'un millier de personnes armées de couteaux et de fusils à se rassembler devant l'université. Le nombre de manifestants qui accourt ne cesse de croître et ce sont bientôt dix mille manifestants qui, de l'université, se rendent au siège du SHIK et l'attaquent à coups de pierre. Des affrontements à l'arme à feu ont lieu entre manifestants et membres du SHIK. Ceux-ci se retranchent dans leurs bâtiments. Loin de les abandonner derrière leurs murs, les manifestants repartent à l'assaut et y mettent le feu à l'aide de grenades. Trois membres du SHIK restent pris par les flammes et meurent brûlés vifs. D'autres qui essaient de s'enfuir se font lyncher. En tout il y a six morts parmi ces salauds du SHIK. Ce n'est pas encore énorme quand on sait que c'est dans ces bâtiments que beaucoup de frères de classe ont disparu, torturés et assassinés par ces corps d'élite formés des meilleurs tortionnaires bourgeois. De notre côté malheureusement, il y a aussi trois morts parmi les manifestants et une trentaine de blessés.

Les manifestants, qui ont aussi eu vent de l'hésitation du gouvernement à déclarer l'état de siège à Vlorë, se dirigent vers une caserne de l'armée, enfoncent les portes et prennent toutes les armes qu'ils peuvent y trouver sans rencontrer la moindre résistance de la part des officiers et des soldats

encasernés. Une mitrailleuse lourde est installée devant l'université. Les affrontements continuent toute la nuit du 28 février et se prolongent jusqu'au 1^{er} mars.

Ces combats marquent la fin d'une première période où les vagues de protestations et autres expressions prolétariennes sont encore trop prisonnières du fait d'attendre réparation de l'Etat et de l'illusion que l'Etat autrement gouverné pourrait être plus juste, équitable... et le début d'un soulèvement insurrectionnel où le prolétariat n'attend plus rien du gouvernement et lui mène la guerre ouverte, reprenant le chemin de l'action directe contre l'Etat, de l'affirmation classe contre classe. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas toute une série d'idéologies, de pièges, de perspectives bourgeoises (ce qui dans une période internationale comme celle-ci est inévitable) y compris dans cette période cruciale où l'ennemi se structure pour récupérer et diriger un mouvement qui lui échappe.

LE CARACTERE INSURRECTIONNEL DU SOULEVEMENT EN ALBANIE

Samedi 1^{er} mars, la ville de Vlorë est aux mains des insurgés. Les obsèques des trois manifestants tués la nuit précédente ont lieu dans le calme. Mais de nouveaux affrontements se produisent dans la soirée qui font à nouveau cinq blessés par balles. Deux autres dépôts d'armes et de munitions sont pillés. Les prolétaires en armes affrètent des voitures et partent dans les villes avoisinantes pour propager leur mouvement.

La poudre était déjà sur toutes les routes, dans toutes les villes, qui ne demandait qu'à être mise à feu. L'étincelle jaillie de Vlorë a propagé l'explosion à toute allure dans le sud du pays.

A Vlorë, Sarandë et Delvinë la situation est déclarée « hors de contrôle ». Dini, ministre des affaires étrangères italien déclare que la révolte est dirigée par « des bandes de délinquants excités par des extrémistes de gauche [qui ont comme objectif d'] attaquer Tirana. »

A Lushnjë, des manifestants interceptent deux fourgonnettes bourrées de policiers anti-émeutes et obligent ceux-ci à abandonner celles-là. Une quarantaine de flics sont ainsi désarmés.

A Tirana, toujours le 1^{er} mars, le Parlement est convoqué en session extraordinaire afin de débattre des mesures à prendre pour mâter la révolte de Vlorë. Le soir même, Berisha annonce la démission du gouvernement Meksi. Décision qui n'aura aucun impact sur le mouvement !

Tandis que le Forum pour la Démocratie dénonce une « tentative du président Berisha et du Parti Démocratique de tromper encore une fois le peuple albanais afin de garder le pouvoir qui s'appuie sur le vol des voix électorales, sur un système financier spéculatif, sur la violence et la terreur » et appelle à se mobiliser pour de nouvelles « élections libres », le prolétariat, lui, répond par la réelle critique pratique des perspectives électorales : l'armement généralisé de la lutte contre l'Etat !

Dimanche 2 mars, en réponse à la démission du gouvernement, la résidence de fonction du président Berisha, installée sur les hauteurs de la ville de Vlorë, est pillée puis incendiée !

Près du port de Vlorë, dix mille insurgés cernent la garnison de la base stratégique de Pacha Liman. Les soldats abandonnent leurs positions. Resté seul, le commandant ouvre les portes aux insurgés. Il deviendra organisateur de la défense de Vlorë face à une possible intervention des troupes toujours à la solde de Berisha.

Lorsque les insurgés prennent d'assaut une caserne, ils marchent sur les baraquements, non pour attaquer les soldats mais pour obtenir les armes. Nulle part, les conscrits encasernés ne s'opposent aux pillages. Au contraire, partout les soldats et même la plupart des officiers accueillent les insurgés avec sympathie. Plus encore, il y a fraternisation : les prolétaires sous l'uniforme se reconnaissent dans la lutte de leurs frères de classe insurgés et rejoignent le mouvement avec armes et bagages.

Le gouvernement avouera vite ne plus pouvoir compter sur son armée.

A Sarandë (300 km au sud de Tirana), environ trois mille manifestants brandissant des bâtons déboulent dans les rues sans rencontrer aucun barrage. Impressionnée par la détermination des manifestants, la police disparaît subrepticement des lieux. Les prolétaires pillent et incendient le commissariat (vide) et les voitures de police abandonnées. Le même sort est réservé aux bâtiments du SHIK. Quatre cents fusils d'assaut Kalachnikov tombent ainsi aux mains des insurgés qui, continuant leur parcours, attaquent le tribunal, le parquet, prennent d'assaut la prison et libèrent une centaine de prisonniers. Ensuite, les prolétaires insurgés se donnent un nouvel objectif : l'attaque de la succursale de banque, cet antre du capital où tout leur fric a été englouti, abandonnant ainsi leurs illusions quant à obtenir de l'Etat réparation. Tout le centre-ville est en flamme. A aucun moment, la police n'a essayé d'intervenir.

A Himarë (ville côtière entre Vlorë et Sarandë), les émeutiers ont mis le feu à la maison communale et au commissariat.

A Delvinë (entre Sarandë et Gjirokastër), les émeutiers ont incendié la préfecture de police, le parquet de Justice et, là aussi, ils ont pillé une succursale de la banque d'épargne.

A Levan (village situé entre Vlorë et Fieri), un groupe de manifestants entre dans une caserne et pille des dépôts d'armes. Il ne rencontre aucune résistance.

A Gjirokastër, déjà en grève générale illimitée depuis plusieurs jours, les émeutiers envahissent le commissariat, se servent en armes, libèrent les quinze détenus qui s'y trouvent puis incendient le bâtiment. Les policiers n'ont pas opposé de résistance. Le lendemain, un complexe commercial appartenant à la société d'épargne Gjallica est incendié.

Des barrages routiers sont érigés par les insurgés sur les routes de Vlorë-Sarandë, et à Tepelenë.

A Tirana, une nouvelle manifestation de six mille personnes est marquée par des affrontements violents au cours desquels des cameramen d'Italie et d'Allemagne sont roués de coups. La télévision est identifiée pour ce qu'elle est : une police au service de l'Etat, police par l'image sélectionnée nous imposant ce qu'il faut penser des événements, police de l'image procurant aux flics les photographies des manifestants les plus engagés dans les affrontements. Les manifestants en viennent aussi à prendre d'assaut les voitures de police, les retournent et y mettent le feu. Les forces de police se retirent.

Face à cette situation, la bourgeoisie impose des mesures exceptionnelles : elle décrète l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire albanais, pour une durée indéterminée et « jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel et public ». Ce qui veut dire couvre-feu à 20 heures, contrôles policiers avec droit de tirer sans sommation, interdiction de tout rassemblement de plus de quatre personnes et droit d'ouvrir le feu pour disperser les foules. Légitimation que les polices anti-émeute ou secrète n'avaient pas attendue pour tirer dans le tas !

C'est quelques jours auparavant que les députés ont adopté cette loi permettant de décréter l'état d'urgence en cas de « tentative de renversement de l'ordre constitutionnel, d'attaques contre les dépôts d'armes, installations stratégiques et bâtiments publics et d'atteinte à la vie économique et aux libertés individuelles. » Une fois de plus, la bourgeoisie nous montre comment

elle se prépare pour assurer son ordre social. Une fois de plus, on voit que lorsque la lutte du prolétariat est puissante et déterminée, aucun de ces préparatifs ne réussit à l'arrêter.

A Tirana, Berisha veille à éliminer toute situation qui rassemble du monde et pourrait « dégénérer » : les marchés, les rallyes, les manifestations sportives,... Il fait jeter en prison des centaines d'« agitateurs potentiels ».

Lundi 3 mars, en dépit de tout, alors que tout le sud du pays a pris les armes contre l'Etat, le Parlement reconduit pour cinq ans le mandat présidentiel de Berisha. Loin de réaliser l'ampleur du mouvement, Berisha décide de rétablir l'ordre par la force et loin des caméras.

Il censure les ondes et la presse. En dehors des canaux officiels, les chaînes de télévision, les radiodiffusions, les journaux sont interdits. L'immeuble du journal Koha Jone, le journal le plus important de l'opposition, est incendié à l'aide de cocktails molotov par des membres de la police secrète. Une vingtaine de personnes sont arrêtées. La censure ne laisse paraître qu'un seul quotidien (pro-gouvernemental) Rijnlinda Demokratika qui consacre toutes ses colonnes à la réélection à la tête de l'Etat de Sali Berisha.

Berisha ordonne l'encerclement militaire de la zone de Vlorë à Sarandë. Mais l'armée albanaise n'est, à ce jour, pas fiable. Les prolétaires appelés sous les drapeaux ne sont pas prêts à tourner leurs armes contre les prolétaires en lutte contre l'Etat. Dans le sud du pays, le mouvement de désertion et de fraternisation est général.

Pour le gouvernement il s'agit d'abord de « liquider la révolte communiste », ce n'est qu'après qu'on pourra discuter, comme le déclare Tritan Shehu, ministre des affaires étrangères et chef du Parti Démocratique. Pour resserrer la discipline au sein de l'armée, Berisha limoge le chef de l'Etat-Major de l'armée l'accusant de ne pas avoir fait suffisamment preuve de zèle pour mater la rébellion et d'avoir failli à la sécurité des postes militaires, casernes et dépôts d'armes en laissant les insurgés les envahir et se servir en armes. Il le remplace par un conseiller militaire membre du SHIK. Le gouvernement rappelle aussi aux militaires qu'ils encourent des sanctions pénales s'ils refusent d'obéir aux ordres.

Un engagement direct de l'armée contre les insurgés risquant d'étendre le mouvement de désertion et de fraternisation au nord du pays, les blindés envoyés dans le sud sont finalement conduits non par des soldats mais par des membres du SHIK. Et derrière les soldats chargés de pointer l'artillerie vers

les bastions du mouvement insurrectionnel, se tiennent les unités de surveillance, police militaire, services secrets,... Tout est planifié pour empêcher les soldats d'abandonner leurs postes ou de retourner leurs armes contre leurs officiers.

Berisha somme les insurgés de rendre les armes et rappelle à ceux qui ne veulent pas déposer les armes qu'ils s'exposent aux tirs sans sommation.

Jusqu'à Fier, une centaine de kilomètres au sud de Tirana, l'armée reprend le contrôle de la situation. Berisha décide aussi l'isolement du sud du pays en coupant toute communication que ce soit par téléphone, satellite, etc.

A Tirana, depuis la proclamation de l'état d'urgence, des queues se forment devant les boulangeries. Les prix ont augmenté de 30 à 40%.

A Vlorë, d'un côté, les derniers « ressortissants étrangers » et journalistes sont évacués par des hélicoptères de l'armée italienne, les corps de police anti-émeute et de l'armée se sont repliés, seuls des hommes de la police secrète habillés en civil restent sur place. De l'autre, quatre personnes sont exécutées alors qu'elles s'appêtent à rendre les armes à la demande du gouvernement.

« Vous êtes terrorisés, parce que nous voulons faire disparaître la propriété privée. Mais dans la société telle qu'elle est, mais dans votre société, la propriété privée est supprimée pour neuf hommes sur dix ; si votre propriété existe, c'est précisément que, pour ces neuf dixièmes, elle n'existe pas. Vous nous reprochez donc de vouloir abolir une propriété qui suppose nécessairement la dépossession totale de l'immense majorité.

En un mot, vous nous reprochez de vouloir abolir votre propriété à vous. En vérité, c'est bien ce que nous voulons. »

-Karl Marx, Manifeste du Parti Communiste, 1848, Ed. La Pléiade, Eco.I, p.177-

 La polarisation entre les deux camps se renforce mais on ne peut pas dire que Vlorë représenterait le camp prolétarien et Tirana le camp bourgeois. Il est clair qu'à Tirana le mouvement est moins fort, qu'il n'a pas pris la dimension insurrectionnelle. Tirana est le siège central de toutes les forces de l'Etat. Le contrôle de tout ce qui bouge y est plus puissant. Mais

à Tirana comme à Vlorë, révolution et contre-révolution s'affrontent. Et si à Vlorë, les journalistes et les représentants du gouvernement, les corps de police et l'armée ont été évacués, reste sur place toute la contre-révolution organisée autour de l'opposition bourgeoise au gouvernement Berisha qui se cristallisera notamment dans le Comité de Salut Public.

Mardi 4 mars, Sali Berisha refuse une nouvelle fois les propositions d'élargir le gouvernement à l'opposition, malgré les pressions internationales, accusant toujours le Parti Socialiste de fomenter la « rébellion armée ».

Le gouvernement américain s'inquiète de la tournure des événements. Autant il comprenait que laisser courir les arnaques financières brides abattues puis affronter le prolétariat de plein fouet ne pouvait que mener la situation en Albanie dans des eaux dangereuses, autant il comprend que débarquer avec les forces de l'OTAN en Albanie pourrait provoquer l'extension des troubles à ce que la bourgeoisie mondiale appelle la « poudrière des Balkans » dont elle redoute tant l'explosion.

De leur côté, à la déclaration de guerre de Berisha, les prolétaires répondent par l'armement généralisé !

A Vlorë, les armureries de plusieurs casernes sont dévalisées. Les insurgés se préparent à recevoir l'armée : des tireurs prennent position sur les toits des maisons, des barricades sont dressées à l'entrée de la ville avec des carcasses de voitures, des guetteurs prennent position sur des collines voisines pour surveiller les abords de la ville. Un pont est miné. A quelques centaines de mètres au-delà du pont, des blindés apparaissent. Quelques minutes plus tard, sans engager de combats, ils font demi-tour et s'en vont.

A Styari (10 km de Sarandë), l'armée doit faire face à une farouche résistance. L'offensive militaire est repoussée au bout de quarante minutes. Après ce premier engagement, l'armée se retire.

A Sarandë aussi, loin de penser à rendre les armes, la question qui se pose est : où prendre les armes pour se protéger ? Les insurgés décident d'aller voir du côté des bâtiments de la police et de la marine militaire. Et c'est réellement toute la ville qui y va : les enfants, les femmes, les hommes. Les commissariats sont déjà abandonnés tandis que dans la marine, il ne reste que quelques officiers que les soldats déjà ralliés au mouvement ont renvoyés chez eux. Les insurgés s'emparent d'une batterie d'artillerie, de canons et de mitrailleuses lourdes pouvant contrôler la région dans un rayon de 30 km ainsi que de six navires de guerre. De la base navale, ils ramènent quantité

d'armes et de sacs bourrés de munitions. De dix mille à quinze mille hommes en armes se réunissent au centre-ville pour organiser les barricades, leur surveillance et une défense en cas d'attaque. Des groupes de jeunes armés de kalachnikovs et de pistolets mitrailleurs s'en prennent à des journalistes turcs, grecs et français et exigent que les cassettes d'enregistrement soient détruites.

L'armée attaque : des unités de l'armée tentent de prendre le port à revers mais les insurgés armés les attendent de pied ferme. Malgré l'envoi des blindés, la base navale de Sarandë reste aux mains des insurgés.

Pour prévenir toute nouvelle arrivée des blindés de l'armée, toutes les routes vers le nord sont coupées. A un barrage, un membre de la police secrète repéré à bord d'une voiture banalisée est brûlé vif, deux autres parviennent à s'enfuir, le quatrième est pris en otage.

Sur la route qui conduit à Sarandë, cinquante soldats de l'armée régulière passent du côté de l'insurrection avec trois blindés.

A Delvinë, des unités de l'armée tirent sur les insurgés à partir de Mig-15, faisant des dizaines de morts. Deux des pilotes qui refusent de tirer sur la population s'enfuient à bord d'un MIG-15 et demandent l'asile politique en Italie. La décomposition de l'armée par la lutte est telle que même les officiers se refusent à tirer contre les « civils ». Berisha croit pouvoir compter sur une réelle force mais il doit bien vite se rendre compte que malgré ses remaniements, l'armée n'est pas prête à faire front contre les insurgés.

Face au triomphe militaire de l'insurrection, la bourgeoisie réorganise et fortifie sa réponse politique. Ainsi à Sarandë, se constituent un Conseil Communal Autonome dirigé par des responsables des partis de l'opposition bourgeoise et un Conseil de Défense dirigé par un colonel à la retraite. Ces Conseils formulent des conditions à la remise des armes : des élections anticipées, la démission du président Berisha et la formation d'un gouvernement de technocrates pour assurer la transition. Une des premières mesures que prennent ces Conseils est d'organiser des équipes « d'autodéfense contre les pillards » et de « protection des biens » ! Ces politicards magouilleurs sont par ailleurs en contact direct avec Berisha auprès de qui ils insistent pour que l'armée qui encercle Sarandë s'abstienne d'intervenir parce qu'ils savent que, dans ce cas, ils ne contrôleraient plus rien. C'est l'ensemble des fractions bourgeoises qui cherchent le moyen de liquider/contrôler le mouvement ; la fraction la plus apte améliorera sa position dans le rapport de force face aux autres fractions. Ainsi, au nom du combat pour la démocratie, le chef du

Conseil de Défense de la ville ordonne que les insurgés ne portent plus de masques (ce qui correspond à la nécessité policière d'identifier les têtes du mouvement) ! Et chaque journée commence par la diffusion de l'hymne national albanais.

Il est clair que dans ces Conseils, ce n'est pas le prolétariat qui s'exprime. La remise des armes en échange d'un nouveau gouvernement, le respect de la propriété privée, le salut au drapeau... c'est, sans conteste, le programme de la bourgeoisie. Ces Conseils représentent une nouvelle tentative des partis de l'opposition bourgeoise de reprendre le contrôle du mouvement et lui donner une direction. C'est la contre-révolution qui, au sein même du mouvement, se réorganise et de manière bien plus pernicieuse que celle qui, en face, pointe ses canons sur les villes insurgées.

Car s'il ne fait pas de doute pour les prolétaires insurgés que l'armée qui leur fait face est un ennemi à abattre (en le désarmant, en fraternisant avec les soldats, en le démoralisant, en poussant à sa décomposition...), les bourgeois qui se retrouvent à leurs côtés, eux aussi les armes à la main, à lutter contre un « ennemi commun » ne sont pas reconnus comme étant l'autre face du même ennemi à abattre. Et pourtant, les partis de l'opposition affûtent leurs armes autant contre le gouvernement Berisha que contre le prolétariat. L'opposition bourgeoise, qui prend également les armes contre le gouvernement mais pour les diriger principalement contre le prolétariat, utilise les consignes de l'ordre, de la lutte contre le chaos, de la désorganisation économique pour se présenter comme la seule alternative valable, c'est-à-dire l'unique alternative qui pourra nourrir les prolétaires.

Mais malgré ces sabotages, le mercredi 5 mars marque une nouvelle extension de l'insurrection. Le mouvement insurrectionnel s'étend à Memaliaj et Tepelenë, où les prolétaires descendus dans la rue, incendient le commissariat et pillent les magasins. Les carcasses calcinées des camions viennent à point pour construire des barricades. Les insurgés s'emparent des armes lourdes de la brigade d'artillerie de l'armée. Mortiers, canons, batterie anti-aérienne, missile sol-air tout cela passe aux mains des insurgés qui les installent sur les hauteurs de la ville.

A Gramsh (15 km de Gjirokastër), pour bloquer l'avance des blindés, les insurgés dynamitent un petit pont après l'avoir pris aux soldats qui le contrôlaient.

Dans le nord, moins touché par le mouvement, le gouvernement distribue cinq mille armes aux membres du Parti Démocratique pour affronter les

insurgés. A l'entrée et à la sortie de chaque ville, de solides barrages sont érigés pour contrôler tous les mouvements.

Le jeudi 6 mars et les jours suivants, le soulèvement atteint toujours plus de villes et de villages.

Pour lutter contre la passivité de l'armée, Berisha a annoncé l'arrestation de quatre officiers accusés de n'avoir pas défendu leurs casernes contre les pillages. Le gouvernement a également réclamé l'extradition des deux pilotes albanais qui se sont enfuis en Italie à bord du MIG-15. Ils sont inculpés de désertion.

Mais Berisha est obligé de se rendre compte qu'il ne sert à rien de continuer à donner des ordres si ceux-ci ne sont pas suivis. Il ne ferait qu'achever de ridiculiser l'impact des forces armées. Le défaitisme se propagerait encore plus largement.

Finalement, pour faire baisser la tension, tant du côté des insurgés que de ce qui reste de son armée, il suspend pour 48 heures (jusqu'au dimanche 9 mars à 6 heures du matin) les opérations militaires engagées dans le sud et promet d'amnistier ceux qui rendront les armes volées à l'armée... s'ils n'ont commis aucun délit ! Ce qui réserve le droit à l'Etat de condamner tous ceux qui ont pris les armes !

D'autre part, lui qui refusait jusque-là toute collaboration avec l'opposition, est obligé, sous la pression de délégations européennes et d'une mission diplomatique grecque, des avertissements du gouvernement américain... et des événements, d'accepter une première rencontre. Il s'agit d'un véritable appel de la bourgeoisie mondiale à rétablir l'unité nationale contre le prolétariat ! Face au danger prolétarien, les partis bourgeois concurrents, le Parti Démocratique et les partis d'opposition sentent la nécessité d'allier leurs forces et c'est conjointement qu'ils appellent au calme.

Pour toute réponse, les insurgés renforcent leurs positions. Le délai pour rendre les armes, la promesse d'amnistie, les appels au calme, tout est rejeté unanimement.

Vlorë, Sarandë, Delvinë, Gjirokastër et Tepelenë restent aux mains des insurgés. En prévision de nouvelles attaques de l'armée, les insurgés ont renforcé leur dispositif de défense, dressé des barrages et des points de contrôle pour retarder l'avancée des forces armées.

A Sarandë, les blindés pris aux forces armées ont été déployés aux entrées de la ville.

Le mouvement s'étend encore à Himaren et Samilia...

Il est important de souligner ici que c'est le prolétariat, par sa volonté, par sa détermination à lutter coûte que coûte, qui a défait l'armée. C'est la combativité prolétarienne qui a semé le défaitisme dans les rangs de l'armée et qui a mis en échec les mouvements des troupes fidèles au poste. Dans les rangs du prolétariat, c'est la fête, l'euphorie, leur détermination a payé, ils ont remporté une véritable victoire.

Les prolétaires ont tout perdu d'avoir fait confiance dans les promesses de changement et aujourd'hui ce n'est pas avec quelques menaces (à la place des promesses), qu'ils vont abandonner les armes. D'autant plus qu'ils savent que rendre les armes aujourd'hui, c'est laisser le SHIK reprendre en mains la répression, qui ne peut être que terrible !

Le prolétariat est à ce moment-là en position de force, il est armé jusqu'aux dents, déterminé à ne pas se laisser faire. Mais c'est aussi maintenant que se pose la question cruciale de déterminer avec plus de clarté quelle direction donner aux futurs affrontements.

Que faire de cette force ? Quelle extension et quels objectifs donner à la lutte ? Contre qui diriger toutes ces armes ? Contre les seules forces gouvernementales ? Que faire de ce pouvoir qu'il détient entre ses mains ? Il contrôle des villes entières, les routes qui y mènent,... La pénurie s'installe, il faut organiser l'approvisionnement. Sur quels critères ? Ceux du Conseil Communal Autonome de Sarandë qui remettent en avant la défense de la propriété privée ? Quelle direction donner à tout cela ?

Et il semble bien qu'à toutes ces questions, le prolétariat n'ait pas pu répondre. Cette direction à donner à la lutte, il l'a laissée aux mains de l'opposition bourgeoise qui, de son côté, n'a pas attendu qu'il se décide pour la lui confisquer. Au contraire, la contre-révolution a profité de ce moment d'indécision pour reprendre le dessus.

 Le terrain fertile pour isoler la révolution dans une région et imposer des limites à l'action révolutionnaire du prolétariat réside toujours dans cette croyance, reproduite de génération en génération, que seul l'ordre bourgeois est capable d'apporter des solutions : « on ne peut pas vivre sans argent », « la police est nécessaire »... « sans tout cela, ce serait le chaos ». Internationalement, non seulement il n'y a pas d'autre lutte

prolétarienne importante, mais en plus l'isolement du prolétariat en Albanie est renforcé par l'occultation systématique de tout ce qui s'y passe. La bourgeoisie mondiale s'assure que dans le monde on ne parle pas de lutte prolétarienne ni de révolution en Albanie, mais bien de chaos, de désordre, d'anarchie...

La contre-révolution nationale et internationale déploie ses Comités de Défense, de Salut Public, son aide humanitaire,... Si la révolution n'est pas capable de donner à manger, c'est la contre-révolution qui le fera. Partout il s'agit de substituer la véritable alternative révolution prolétarienne ou réorganisation capitaliste par celle de Salut National ou chaos généralisé. Ainsi on fait en sorte que tout le monde se soumette au « salut public », à la « sauvegarde de la nation », etc.

La tension extrême qui avait tenu en éveil et prêts au combat tous les prolétaires en armes fait place à un certain engourdissement... pendant que d'autres s'organisent !

Le même jour à Vlorë, un Comité de Salut Public, cartel de tous les partis de l'opposition bourgeoise, présidé par le chef local du Forum pour la Démocratie et un Comité de Défense formé d'ex-officiers jetés de l'armée lors de purges menées ces dernières années par Berisha, sont créés. Au cours de leur première conférence de presse, les représentants du CSP trônent sous un grand drapeau albanais. De même qu'à Sarandë, ils posent des conditions à la reddition des armes : élections anticipées et formation d'un gouvernement de technocrates pour assurer la transition, retrait de l'armée des collines qui entourent la ville. C'est à nouveau tout le programme de l'opposition bourgeoise qui est affirmé. Ainsi que le montrent encore les mesures prises par la suite. Le 10 mars, le CSP lance un appel « à tous les policiers honnêtes » à se présenter à lui pour l'aider « à rétablir le calme et la paix ». Le 11 mars, dans une déclaration signée avec l'ambassadeur d'Italie à Tirana, le CSP s'engage « à favoriser la remise immédiate des armes en possession des habitants » et « à assurer l'ordre public et le retour progressif à la normalité administrative » de la ville.

Comme à Sarandë, ces Comités/Conseils se portent garants du désarmement du prolétariat, du retour à l'ordre bourgeois, à la paix... du capital. Ils entendent défendre le monopole d'Etat des armes, le respect de la propriété privée des nantis et l'organisation du marchandage de la force de travail (viande sur pied !) des prolétaires.

La paix, pour eux, signifie désarmer le prolétariat pour revenir à la paix sociale. Paix qui n'est pas une paix. Il s'agit, pour l'Etat bourgeois, de s'assurer du monopole des armes pour que, dans la guerre perpétuelle qu'il livre au prolétariat, celui-ci soit dépossédé de toute réponse, pour que le prolétariat ne puisse pas armer sa colère. Leur paix, c'est mener leur guerre en paix, contre un ennemi sans défense. Des prolétaires muselés, pieds et poings liés, voilà le programme de nos bourgeois.

Même la revendication du remboursement intégral de leurs économies perdues dans les opérations pyramidales ne vient plus qu'en second plan.

Cette revendication a, aux moments les plus forts du mouvement, subi la transformation révolutionnaire d'une demande d'intervention de l'Etat en une critique pratique de l'économie bourgeoise : le prolétariat en armes se réappropriant l'argent planqué dans les banques.

Tandis que, partant de la même revendication, la contre-révolution opère souvent selon ce schéma : délaisser les revendications dites économiques : salaires, prix des denrées, ici les épargnes... pour passer à ce qu'elle qualifie de niveau supérieur : des revendications dites politiques qui reviennent toutes à revendiquer la chute du gouvernement en place au nom d'un manque de démocratie. Comme en Pologne où Lech Walesa encore à la tête du comité des grévistes à Gdansk (1980), disait : « Il vaut mieux avoir des droits que l'assiette pleine. » Et la lutte qui partait d'un point de vue prolétarien, contre l'augmentation du prix de la viande, c'est-à-dire contre l'augmentation du taux d'exploitation, a été déviée en une lutte pour des réformes démocratiques et enfin pour un nouveau gouvernement. En Albanie aussi, la revendication du remboursement intégral de l'argent placé dans les sociétés d'épargne, dont la perte a constitué pour la plupart des prolétaires une brutale aggravation des conditions de vie, est laissée de côté pour mettre l'accent sur la revendication d'élections anticipées et la démission de Berisha.

Au travers de ce passage d'une revendication dite économique à une revendication dite politique, la contre-révolution organise l'abandon du terrain de classe au profit du terrain de la réforme bourgeoise.

Plus tard, une fois le changement de gouvernement opéré et face au fait que l'Etat ne remboursera pas les prolétaires (!), le discours fera porter toute la responsabilité à l'ancien gouvernement, l'accusant d'avoir mené si mal les affaires qu'il est difficile de redresser le cours des choses, que les conditions sont difficiles, qu'il faut du temps et surtout que tout le monde doit s'y mettre pour remettre l'économie à flot. Ce qui, pour les prolétaires, signifie encore

plus se serrer la ceinture... toujours au nom d'un avenir meilleur. Et tant que les prolétaires se laisseront berné par des promesses de ce genre, il en sera ainsi !

Vendredi le 7 mars, les insurgés du sud refusent toujours de rendre les armes. Au contraire même, les arsenaux continuent à être pillés.

L'Union Européenne appelle le président Berisha à différer le plus longtemps possible une intervention armée et à convoquer des élections anticipées. Mais, malgré ces pressions et le premier pas pour organiser conjointement la « reddition des rebelles » avec les partis de l'opposition, Berisha refuse toujours d'envisager des élections.

A Tepelenë, un Comité de Salut Public semblable aux autres est créé.

Samedi le 8 mars, à Gjirokastër l'insurrection gagne du terrain : durant la trêve de 48 heures que le gouvernement a lui-même décrétée, six hélicoptères gouvernementaux se posent à l'aéroport de la ville d'où débarquent soixante-cinq agents des services spéciaux de Tirana. Un groupe d'insurgés essaye d'empêcher l'atterrissage tandis que hommes, femmes et enfants se dirigent vers des casernes pour s'emparer des armes. Ils mettent la main sur d'impressionnantes réserves d'armes et de munitions avec l'approbation de quelques deux mille soldats tout heureux de désertre et de rejoindre les rangs des insurgés. Quantité de fusils, revolvers, lance-grenades, bazookas, pistolets mitrailleurs, grenades, munitions, mines et sept chars d'assaut tombent aux mains des insurgés. Le bureau de la douane est également attaqué.

Du côté des forces gouvernementales, c'est le sauve-qui-peut. Trois hélicoptères sont pris par les insurgés. Les autres arrivent à redécoller avec seul le pilote à bord. Les troupes débarquées, privées de leurs arrières, fuient vers la montagne. Les insurgés les poursuivent avec trois blindés. Leur fuite durera plusieurs jours à travers les montagnes pour regagner le nord, évitant les barrages, villages et autres places fortes défendues par les insurgés. C'est un berger qui les informera sur l'effondrement de l'armée et des structures officielles.

A chaque carrefour de Gjirokastër, des barrages se dressent. Toutes les voies d'accès à la ville sont bientôt barrées. Les insurgés prennent possession de la radio locale. Les bâtiments des douanes sont pillés puis incendiés. Les insurgés prennent aussi possession du poste frontière avec la Grèce. Douaniers, fonctionnaires et policiers se rallient au mouvement. Ce qui permet aux insurgés d'aller se ravitailler en Grèce.

Avec Vlorë, Tepelenë, Himaren, Memaliaj, Delvinë, Sarandë et Gjirokastrë, les villes les plus importantes du sud sont désormais aux mains des insurgés. Le triomphe de l'insurrection à Gjirokastrë signifie la perte pour le gouvernement de la plus importante clé stratégique et militaire de la région. Des journalistes commentent ainsi la situation : « c'est l'anarchie totale, il n'y a plus de police, plus d'Etat. »

« L'armée n'interviendra jamais contre les civils. Elle n'existe plus », commente un ancien ministre de la défense, M. Perikli Teta.

Quelques heures plus tard à Gjirokastrë, vers midi, se forme un Comité de Salut Public et un Comité de Défense de la ville présidé par le général Gozhita, destitué par Berisha 18 mois plus tôt, qui appellent à remettre les armes volées et ordonnent que « les commerces ouvrent leurs portes » tout en déclarant que « ceux qui commettent des pillages seront punis ».

Dimanche le 9 mars, la ville de Permët tombe aux mains de l'insurrection. Les insurgés se mobilisent contre les forces gouvernementales dépêchées la veille dans la région. Les affrontements font cinq morts et bien d'autres blessés du côté des insurgés. Une brigade entière de soldats passe du côté des insurgés. Une fois l'attaque repoussée, les insurgés attaquent, pillent et détruisent le commissariat, le tribunal, l'hôtel de ville, deux banques et plusieurs magasins. Des barricades sont érigées aux entrées de la ville, notamment en direction de Korçë où se sont retirées les forces gouvernementales.

Le mouvement insurrectionnel gagne seize autres villages de la région de Permët.

A Permët aussi, un Comité de Salut Public, cartel représentant tous les partis d'opposition et le Parti Démocratique (préfigurant l'accord qui va suivre) est constitué.

L'extension du mouvement insurrectionnel, et surtout la chute de Gjirokastrë (base militaire indispensable à toute intervention militaire du gouvernement), achève de convaincre Berisha. C'est sans doute cet élément nouveau faisant dangereusement basculer le rapport de forces qui a décidé le président à conclure un accord avec le Parti Socialiste, principal parti de l'opposition bourgeoise. L'accord prévoit l'instauration d'un gouvernement de « réconciliation nationale », la planification de nouvelles élections législatives d'ici le mois de juin et l'élargissement de la promesse d'amnistie à tous ceux qui, civils ou militaires, ont participé au mouvement insurrectionnel. Les

deux partis relancent l'appel à rendre les armes et fixent cette fois le délai à une semaine.

Les Comités de Salut Public et Comités de Défense (où siègent tous les partis y compris des représentants locaux du Parti Démocratique et où le Parti Socialiste joue un rôle clé) saluent l'accord.

Le Parti Socialiste jure que dans trois jours il aura dissout tous les comités surgis du mouvement...

A Sarandë et Vlorë, les insurgés vont exprimer leur premier désaveu de la politique des Conseils/Comités de Salut Public. A Sarandë, approuvant les accords pris avec Berisha, le président du Conseil déclare : « Lorsque le président nommera le gouvernement et que la date des élections aura été fixée, il faudra déposer les armes. » Pour la première fois, il n'est pas applaudi et la foule se disperse en silence. Les jours suivants, ce sont les rassemblements quotidiens sur la place publique qui reprendront leur rôle d'organe de décision.

A Vlorë, la manifestation quotidienne se déroule cette fois sans drapeau ni banderole ni chef de l'opposition et débouche sur des pillages et incendies de magasins. Plusieurs personnes soupçonnées d'appartenir à la police secrète sont arrêtées. Une liste de personnes à éliminer en échange d'une certaine somme a été découverte sur l'une d'elle.

Le même jour, dans le nord, le prolétariat commence à prendre les armes : il exproprie un des plus grands dépôts d'armes du nord de l'Albanie à Shkodër. A Peshkopia, Lezha-Kuksi et Laç, face à la généralisation des expropriations, l'armée se replie dans le désordre.

Lundi le 10 mars, il apparaît que le pari du Parti Socialiste de tout reprendre en mains en trois jours semble bien compromis. D'autant plus que le mouvement s'étend encore à Skrapari, Malakastra, Kelcyra, Berat, Poliçan, Kuçova, Gramsh.

A Berat, les insurgés dévalisent trois caisses d'épargne et pillent plusieurs magasins, des réserves alimentaires de l'Etat et les armureries de trois casernes. La garnison et les forces de police abandonnent la ville sans tirer et les insurgés se partagent les armes des commissariats et des casernes. Un Comité de Salut Public s'est constitué avec pour première intention d'organiser la remise des armes ! Il exige aussi la démission de Berisha. Il est évident que chaque fois que la bourgeoisie réussit à imposer cette revendication, elle ne fait qu'utiliser les faiblesses du mouvement prolétarien et prépare ainsi son

désarmement en échange de la démission de Berisha et de la planification de nouvelles élections.

A Gramsh (à 60 km au sud de Tirana), où est installée une importante usine d'armement, les insurgés se sont emparés de trois casernes et ont incendié le commissariat. Les insurgés remontent vers Fier, ville située au nord de la zone tenue par les insurgés. Ils prennent le contrôle de plusieurs routes aux alentours et font reculer les forces de l'ordre qui retirent une partie de leurs barrages dans cette région.

A Skrapari, les insurgés ont dévalisé des armureries de l'armée, attaqué l'aéroport militaire de Kuçova et pris le contrôle de Poliçan (entre Skrapari et Berat) où est installée une usine d'armement et de munitions. Les affrontements ont fait quatorze blessés.

Face au fait qu'il ne peut plus compter sur l'armée, Berisha arme ses partisans : à Bajram Curri et Kukës, deux petites villes du nord situées dans des montagnes d'accès difficile, des partisans de Berisha pillent d'importants dépôts d'armes.

Mardi 11 mars, les Comités de Salut Public de huit villes du Sud se rencontrent à Gjirokastrë et créent un Front National de Salut du Peuple dont les exigences sont la démission de Berisha, un profond remaniement de la police secrète, le remboursement des épargnants spoliés et l'organisation d'élections parlementaires démocratiques, confirmant par là leur fonction de piéger le mouvement dans une alternative bourgeoise. Le président du CSP de Sarandë confirme : « Il ne sera pas question de rendre les armes tant que l'instauration de la démocratie ne sera pas garantie. »

Du côté du gouvernement, un nouveau premier ministre, Bashkim Fino, est désigné pour former un gouvernement de « réconciliation nationale ». Sa première démarche est de recruter des renforts pour la police et d'empêcher le soulèvement de Durrës où trois prolétaires ont été assassinés.

A ce jour, treize villes sont aux mains des insurgés : Poliçan, Kelsyra, Permet, Kuçova, Skrapar, Berat, Gjirokastrë, Sarandë, Delvinë, Himaren, Tepelenë, Menaliaj, Vlorë.

Et Kruma, Burrel et Laç, petites villes du Nord viennent s'ajouter à la liste.

Le mercredi 12 mars, la situation est tendue. Contre toute attente, le gouvernement de « réconciliation nationale » n'a pas l'impact souhaité sur le mouvement. Au contraire, les mesures qu'il prend pour réorganiser les polices

durcissent les positions des insurgés dont le mouvement continue à gagner le nord.

A Elbasan, dernière étape avant Tirana (en venant du sud), la tension est extrême. Et tandis que l'armée et la police secrète se replient à 50 km au sud-est et à 70 km au sud-ouest de la capitale, les insurgés renforcent leurs positions et s'emparent des armureries laissées par l'armée. L'usine d'armement, de munitions et d'explosifs de Mjekës (au sud d'Elbasan) est également pillée.

Après Elbasan, l'armée disparaît également de Fier, Cërrik (après un affrontement avec la police secrète) et Gramsh où les insurgés ont incendié le commissariat et pillé trois casernes.

Shkodër, la plus importante ville du nord est à son tour gagnée par le soulèvement. Les casernes assiégées sont abandonnées par les soldats. Les insurgés s'attaquent également aux prisons, ils en défoncent les portes et libèrent les détenus. Une succursale de banque est dynamitée, le tribunal saccagé. Les négoce sont éventrés et chirurgicalement vidés. Après avoir été mise à sac et à feu, la maison communale est aujourd'hui occupée par quelques familles. Des barricades sont faites d'immondices semi-brûlées, de carcasses de voiture, sur un tapis de verres brisés.

L'importante base aérienne de Gjadër, près de Lezhë, à 80 km au nord de Tirana, tombe également aux mains des insurgés.

Se repose alors pour la bourgeoisie internationale la nécessité d'éviter à tout prix la propagation du mouvement au-delà des frontières.

Face aux dangers d'extension du mouvement au nord du pays, limitrophe avec le Kosovo où la plupart des prolétaires sont d'origine albanaise⁸, l'ex-Yougoslavie ferme ses deux principaux postes frontières avec l'Albanie.

Les gouvernements des USA, de la France et de l'Italie appellent leurs ressortissants à quitter l'Albanie. Moscou et Belgrade commencent à évacuer les membres et les familles de leur personnel diplomatique.

Des unités militaires dont un régiment de chars d'assaut se positionne le long du fleuve Shkumbin. Mais à Sauk, face à la caserne de la banlieue de Tirana, un officier instructeur portant l'insigne des blindés sur le col exprime que l'armée ne réagira pas en cas d'insurrection. « Nous ne pouvons pas tirer sur

⁸ Au cours de la guerre en Yougoslavie, les prolétaires de cette région ont mené une lutte très importante.

notre peuple. » Ce sentiment est partagé par la quasi-totalité de l'institution. Les soldats et les officiers exprimeront ce sentiment à différentes reprises.

Le Parti Démocratique de Berisha continue d'armer ses partisans autour de Tirana, notamment à Kavaja, désormais la seule ville sous contrôle gouvernemental au sud de la capitale. Des camions amènent du nord albanais et de la province serbe du Kosovo des mercenaires généreusement rémunérés. Dans les villes du nord, les partisans de Berisha pillent aussi les arsenaux.

A Tirana, des membres de la police secrète ont pénétré dans l'académie militaire et dans trois autres dépôts d'armes des environs, dont celui de l'aéroport, et ils les ont dévalisés. Sept dépôts de la brigade de défense anti-aérienne sont dévalisés, l'un d'eux contenant 10.000 armes légères. Le SHIK distribue les fusils d'assaut à ses hommes de main et à des fidèles du Parti Démocratique.

Les bourgeois font des commentaires paniqués. « Un président qui a perdu toute autorité, un gouvernement de 'réconciliation nationale' qui n'a pas plus d'emprise sur les événements, une armée qui tourne les talons au premier coup de feu... jamais dans l'histoire récente, un pays du vieux continent n'avait connu avec une telle rapidité la déliquescence en cascade de toutes ses institutions, de tous ses instruments chargés de faire respecter l'ordre public. Il s'agit d'un réel effondrement de l'Etat. »

L'écrivain albanais Ismaïl Kadaré (qui vit à Paris depuis 1990) réclame l'intervention d'une force tampon en Albanie. « Un arbitrage international est nécessaire quand tout un pays roule vers le précipice. Peu importent les formes et les procédures, tout est bon pour empêcher une tragédie d'une telle ampleur. »

A sa suite, tous les partis bourgeois de l'Albanie lancent un appel conjoint en faveur d'une intervention armée des forces européennes « afin de ramener l'ordre constitutionnel ». La décomposition de l'Etat est telle que la bourgeoisie est chaque fois plus favorable à l'intervention d'autres instances internationales pour rétablir l'ordre.

Le 13 mars à Tirana, après s'être retirée des régions du sud du pays où elle fut la seule à combattre les insurgés, la police secrète est omniprésente.

Un cortège de blindés et de Mercédès défile autour de la place centrale Skanderbeg. Les hommes du SHIK tirent des rafales d'armes automatiques et crient très fort pour montrer qu'ils redeviennent les maîtres du centre névralgique de Tirana. Des blindés sont déployés Boulevard des Martyrs et de

la Nation où sont situés le palais présidentiel, le Parlement et autres bâtiments gouvernementaux.

La plupart des ministères et des administrations ont fermé, ainsi que les banques et les commerces. Les rues sont désertées. Les tirs d'armes automatiques sont incessants. Six personnes dont deux enfants ont été tués, la plupart victimes de balles perdues ou d'explosions accidentelles de mines ou de grenades. Les matons ont également abandonné les prisons, laissant s'évader quelques six cents détenus.

Malgré l'omniprésence du SHIK, Tirana n'échappe plus à la frénésie des pillages. De grandes masses de manifestants venus des faubourgs exproprient les dépôts d'aliments, entre autres un énorme entrepôt de farine situé dans la banlieue de Laprakë. D'autres manifestants pillent et exproprient l'Ecole de Police ainsi que la zone résidentielle de Tirana où se trouvent quelques ambassades, réussissant lors de cette incursion à s'approprier des kalachnikovs, des bombonnes de butane,... Les sentinelles du Quartier Général de la Garde Nationale (qui se trouvent seulement à 300 mètres de ces objectifs) ne bougent pas le petit doigt face à cette action. Les casernes sont pillées autant pour s'emparer des armes que des vivres qui y sont stockées, des meubles, des sanitaires, des chauffages,... Il ne reste des casernes qu'une carcasse désoignée.

Dans le centre de Tirana, les cibles privilégiées des prolétaires sont les bâtiments publics et les entreprises où le travail est si détestable et tellement mal payé. Des chantiers, bâtiments, immeubles... il ne reste rien. Jusqu'aux poutres des toits et tiges d'acier des armatures sont emportées. Il n'y a plus de meubles ni de machines, plus de tuiles ni de corniches, plus de devanture ni de portes, plus aucun éclairage, tous les fils électriques, interrupteurs, etc. ont été arrachés, plus de sanitaires ni de chauffage, jusqu'à la moindre tuyauterie a disparu, plus de vitres ni de pavements, il ne reste que des trouées à la place des fenêtres,...

Presque chaque personne possède désormais au moins une arme, kalachnikov ou autre.

« Il n'y a pas d'armée », commente un journaliste, « les soldats abandonnent les casernes et rentrent chez eux. La police dont nombre d'agents ont troqué l'uniforme pour des vêtements civils, se limitent pour le moment à la surveillance des prisons et des bâtiments officiels. Mais cela n'a pas empêché les fuites massives : dans trois pénitenciers les prisonniers ont réussi à s'évader

et plus d'un millier de prisonniers savourent actuellement une liberté inespérée... »

Le préfet de Tirana lance un appel télévisé au calme au nom de tous les partis politiques. Mais en fin d'après-midi, Tirana semble sur le point de basculer dans la révolte.

Les employés fidèles au poste dans les ministères engouffrent ordinateurs, dossiers dans leurs véhicules aux plaques jaunes (gouvernementales). Soldats et policiers désertent leur poste et rentrent chez eux. Même les caïds du SHIK disparaissent de la scène.

A Tirana, au sein de la bourgeoisie, c'est la débandade.

Les ambassades diffusent un ordre d'évacuation générale. Une compagnie de Marines est déployée devant l'ambassade américaine. Un pont aérien a été mis en place entre les unités de la marine italienne patrouillant dans le Golfe de Tarente et le port de Durrës. Trois super-pumas de l'armée de l'air et deux couguars de l'armée de terre françaises, six hélicoptères de l'armée allemande issus de la force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie, des hélicoptères Cobra de l'armée des USA,... et quinze navires militaires albanais et d'autres encore de la flotte grecque sont mis à l'œuvre pour évacuer leurs « ressortissants étrangers » respectifs, protégés par des unités de para-commandos, marines,... A plusieurs reprises, les opérations sont interrompues par des tirs de fusils, de canon anti-aérien, de lance-missile portable sol-air.

Au soir du mercredi 13 mars, la ville historique de Korçë (sud-est du pays) est pillée. Les prolétaires se sont rendus à la caserne de Pocestë où ils ont pris les armes et quatre blindés.

A Lezhë, des prolétaires investissent le bâtiment de la police secrète (dont les membres ont disparu) et la banque d'Etat dont ils dynamitent le coffre-fort.

Les notables de la ville créent aussitôt un Comité de Sauvegarde de Lezhë pour essayer de calmer le mouvement. Ils traversent la ville en voiture en lançant, à l'aide d'un mégaphone, des appels au calme qui se font couvrir par les fusillades.

« L'armée s'est effondrée, l'Etat a vacillé »... commente un journaliste avant de quitter Tirana.

 Ce moment, marque le point culminant du mouvement. Du sud au nord, le mouvement insurrectionnel s'est généralisé faisant vaciller jusqu'au bastion de l'Etat, la capitale. Mais si les forces de la bourgeoisie se

retirent de Tirana, c'est pour mieux se réorganiser au niveau national et international. Tandis que du côté du prolétariat, se fait à nouveau sentir le cruel manque de perspective et de direction classiste au milieu de l'isolement et de l'incompréhension internationale.

En effet, si la lutte en Albanie marque, comme ce fut le cas en Irak [en 1991], un moment de rupture avec la situation internationale de paix sociale, c'est précisément ce contexte de non-lutte internationale qui empêche le mouvement d'aller plus loin. La paix sociale internationale pèse d'un terrible poids sur l'extraordinaire mouvement du prolétariat en Albanie, tout comme elle a pesé hier sur l'insurrection prolétarienne en Irak : le prolétariat en Albanie a besoin d'étendre la lutte internationalement mais il ne trouve ni l'appui ni la compréhension nécessaire auprès du reste du prolétariat mondial qui, abruti par la campagne internationale de la bourgeoisie, ne se reconnaît pas dans la lutte de ses frères en Albanie, et imagine encore moins la force réelle des ruptures qui y ont eu lieu.

Ce manque de soutien international exigerait en Albanie une affirmation plus nette encore des perspectives révolutionnaires que le prolétariat y trace ; mais si dans le cours des affrontements, le prolétariat a reconnu l'ensemble de ses ennemis, il lui est plus difficile d'affirmer maintenant les niveaux organisationnels capables de déjouer les cartes de rechange successives qu'abat la bourgeoisie pour reprendre le contrôle de la situation.

Quand le prolétariat prend d'assaut un ensemble de structures de l'Etat bourgeois, défait l'armée,... quand à la propriété privée, il oppose la réappropriation collective, pillant les banques, dépôts, magasins, chargements,... quand à la Justice qui consacre l'omnipotence du bourgeois, isole le prolétaire et le conduit criblé de droits, tout droit en prison, il oppose sa force collective de classe, incendiant commissariats, tribunaux et ouvrant les prisons,... quand aux protestations pacifiques organisées par l'opposition, il répond par l'armement généralisé... il affirme pratiquement, la nature spontanément révolutionnaire de sa lutte.

Mais pour donner force et continuité à ces affrontements, le prolétariat doit impérativement structurer des niveaux organisationnels qualitativement supérieurs capables d'impulser une direction plus claire et assumer ainsi une rupture bien définie d'avec les alternatives bourgeoises ; dans le cas contraire, on rétrocede le terrain gagné. Et malheureusement, nous sommes obligés de constater que le prolétariat en Albanie n'a apparemment pas dégagé de regroupements, associations, organes,... qui lui soient propres, qui

revendiquent ses actions de classe, qui expriment, par leur existence même, la nécessité de s'organiser en dehors et contre toute structure de l'Etat bourgeois, qui revendiquent clairement la destruction de l'Etat, la généralisation internationale de la lutte, l'affirmation du mouvement communiste,...⁹ Au cours d'un processus révolutionnaire, on arrive toujours à un moment où un saut de qualité est indispensable dans la direction, dans l'internationalisme ; si le prolétariat ne le donne pas, la bourgeoisie profite de ces circonstances pour se réorganiser.

Ainsi, une fois la colère explosée, l'armée défaite, Tirana en proie à la panique des bourgeois, se posait la question du que faire de cette position de force acquise au cours des affrontements. Ce qui se joue à ce moment, c'est la nécessité d'une définition et d'une délimitation beaucoup plus claire de nos ennemis. Sans cela, les oppositions que la bourgeoisie a créées pour donner une direction politique au conflit – oppositions qui ont habilement marché aux côtés du prolétariat dans ses affrontements à l'Etat –, tenteront et réussiront à le confiner dans une simple opposition au gouvernement de Berisha.

Quand le prolétariat fait la critique des perspectives électorales, en occupant les rues et en attaquant l'ensemble des structures de l'Etat, quand le prolétariat crie « A bas Berisha ! », consigne qui de manière limitée et confuse exprime « A bas l'Etat ! », l'opposition transforme le tout en une revendication d'élections anticipées, solution prônée par la bourgeoisie mondiale pour nier la critique initiale de notre classe.

Le saut qualitatif excluant ce piège démocratique aurait consisté à traduire dans les mots d'ordre ou, autrement dit, à inscrire sur les drapeaux du mouvement, la stricte réalité de ce qui se faisait dans la rue ! On aurait alors remplacé « A bas Berisha ! » par des mots d'ordre reflétant le mouvement réel : « A bas l'Etat, ses flics et ses politiciens au gouvernement comme dans l'opposition ! », « A bas le parlement ! », « A bas les élections ! », « Vive l'armement généralisé du prolétariat ! » Il ne s'agit bien sûr pas d'une question de mots. Il s'agit de rendre conscient ce qui se passe dans la réalité, d'assumer consciemment la direction révolutionnaire que prend naturellement la lutte

⁹ Nous ne voulons pas préjuger ici du fait que des minorités aient adopté une pratique communiste qui se situe dans la ligne historique du parti ; ou que dans un futur immédiat se développe ce type de groupes sur base des leçons tirées. Ce que nous affirmons une fois encore, c'est le manque de force de la perspective révolutionnaire, le peu de poids organisationnel et l'absence de propagande révolutionnaire proportionnellement à la force et à la massivité du mouvement en Albanie.

du prolétariat¹⁰, de brandir clairement le drapeau communiste. A travers l'histoire de notre classe, même dans les moments les plus forts de la lutte, il apparaît que ce que dit le prolétariat de sa propre lutte reste en-deçà de sa pratique réelle. Ainsi en Albanie, le drapeau unificateur du mouvement est resté extrêmement pauvre puisqu'il n'a jamais véritablement dépassé la consigne conservatrice de « A bas Berisha ! », une consigne qui donnait toutes les armes à l'opposition socialiste pour récupérer le mouvement.

Garder la consigne « A bas Berisha ! » signifiait accepter (ce que cherchait avidement l'opposition) qu'une fois ce dernier écarté, il n'y avait plus de raison de lutter. Et de fait, la démission de Berisha est devenue la condition pour rendre les armes.

Comme souvent dans tout mouvement de lutte, il apparaît une fois de plus que ce n'est pas la combativité qui manque mais la définition claire des objectifs de classe. Ici, une fois encore, ce n'est pas d'armes ou de courage (comme le croient en général les militaristes et guérilléristes de tous types) dont les prolétaires ont manqué mais de la définition claire de ceux contre qui diriger leurs armes.

C'est là toute la limite actuelle de la rupture des prolétaires d'avec la contre-révolution. Et tandis qu'à ce point culminant, le prolétariat ne va pas donner de suite au mouvement, la bourgeoisie internationale quant à elle va battre le rappel pour organiser le soutien à l'Etat albanais dans sa lutte contre l'insurrection. D'un côté la bourgeoisie mondiale unifiée, et de l'autre – isolé – le prolétariat en Albanie ; la bourgeoisie dispose d'une très longue expérience pour défaire le prolétariat pays par pays. Et le plus tragique, c'est qu'il continuera à en être ainsi tant que le prolétariat ne s'organisera pas en force internationale et ne se dotera pas d'une centralisation/direction révolutionnaire.

¹⁰ Qu'il soit bien clair que nous n'utilisons jamais les termes « direction révolutionnaire » au sens immédiat et restreint d'un ensemble précis de personnes, d'un groupe ou d'un « parti ». Nous appelons direction révolutionnaire la trajectoire historique du prolétariat visant à la réalisation de son programme révolutionnaire, cherchant à définir la nécessaire stratégie d'ensemble qu'il doit développer pour détruire le capitalisme, cherchant à affirmer l'ensemble programmatique contenu dans son existence même en tant qu'opposition à la société du capital, un ensemble programmatique qui détermine toute tactique en fonction de l'objectif révolutionnaire, la société communiste. Ainsi le mouvement de destruction révolutionnaire du capital ne peut se développer qu'en opposition à la démocratie qui est le mode d'organisation du capital sous toutes ses formes. Quant aux hommes, aux groupes, aux « partis », s'ils assument la direction révolutionnaire, ce ne peut être qu'en ce sens historique.

RESTRUCTURATION DE L'ORDRE BOURGEOIS EN ALBANIE

Le vendredi 14 mars, l'Union Européenne assure l'Albanie de son soutien en aide humanitaire. Armand De Decker, un membre de la Commission de la Défense de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe Occidentale (en deux mots : un bourgeois) déclare :

« Nous avons toutes les capacités militaires pour calmer le jeu et régler cette affaire. A condition de frapper vite et fort. »

« L'Eurocorps compte cinquante mille hommes parfaitement opérationnels. Une force de quelque dix mille soldats, soit le cinquième à peine des effectifs, lourdement équipés, blindés compris, suffirait à reprendre la situation en main. »

« Et pour contraindre les insurgés à rendre leurs kalachnikovs ? Nous disposons de moyens de pression largement suffisants. Par exemple, établir une sorte de donnant-donnant : la restitution des armes volées contre la fourniture de nourriture. »

(Le Soir - 15 mars 1997)

Voilà, bien résumé, ce qu'entendent les bourgeois par aide humanitaire : le désarmement du prolétariat par l'intimidation militaire et la menace de l'affamement !

Le 15 mars, Berisha lance un appel aux volontaires désireux de maintenir l'ordre dans la capitale pour qu'ils rejoignent l'armée ou la police albanaise en échange d'un salaire de quatre cents dollars, ce qui équivaut à quatre fois le salaire moyen. Le gouvernement promet également de tripler le salaire des policiers qui se représenteraient à leur poste. Plus d'un millier d'anciens officiers se présentent au ministère de la défense afin de panser les blessures de l'armée tandis que des milliers de jeunes rejoignent plutôt les rangs de la police. Pas besoin de montrer ses papiers pour être enrôlé ! Des fusils et des munitions leur sont distribués.

Le 16 mars, l'Etat albanais reçoit l'appui de ses confrères italien et grec qui sont prêts à envoyer des experts pour conseiller la police et l'armée albanaises et les aider à rétablir l'ordre.

Les 17 et 18 mars, des experts de l'Union Européenne venus à Tirana discutent avec le gouvernement albanais afin d'évaluer la portée et l'envergure d'une mission d'aide humanitaire.

Tandis que ces messieurs discutent de comment « normaliser la situation en Albanie », ce qui se passe dans la rue va, peu à peu changer de caractère. Alors qu'elle était devenue vivante, pleine de prolétaires armés discutant des prochaines actions, alors qu'elle était devenue le lieu de tous les assauts, pillages, incendies, barricades... la rue va, peu à peu, céder la place à des affrontements d'une toute autre nature.

Pour expliquer cela, nous allons faire une petite parenthèse.

Le mode de production capitaliste place chaque unité de production en opposition aux autres et génère ainsi la guerre perpétuelle de chacun contre tous. L'ouverture des frontières de l'Albanie a cruellement mis à nu et fait exploser ces contradictions. Non pas dans le sens où ces contradictions auraient constitué une nouveauté pour l'Albanie – les lois du capitalisme ont toujours régi l'Albanie ! – mais parce que la tentative protectionniste de diriger l'économie albanaise imposait jusqu'alors une certaine discipline au sein de la bourgeoisie, discipline rendue possible par des salaires réels relativement bas (par rapport aux autres pays), mais qui ne faisait que postposer l'éclatement de toutes ces contradictions. Et c'est précisément ce report (une pratique propre à tout type de capitalisme populiste et protectionniste) qui a aggravé l'explosion lorsque celle-ci est devenue inévitable. C'est pour cela également que la guerre permanente que se livrent les bourgeois s'est faite de manière tellement chaotique quand tout a explosé.

Lorsque l'Albanie a ouvert ses frontières, toute une série de jeunes loups capitalistes, attirés par la baisse des salaires et avides de s'enrichir rapidement sur ce qu'ils considéraient comme un prolétariat innocent, naïf, et domestiqué, se sont précipités et se sont emparés d'un ensemble de secteurs. Mais tout cela n'a fait qu'exacerber la lutte concurrentielle pour un profit rapide et n'a pas tardé à se transformer en une guerre de rapine concrétisée par d'innombrables affrontements armés inter-bourgeois, jusqu'à aboutir à une lutte chaotique entre entreprises et maffias rivales (tout comme cela s'est passé dans d'autres pays tel l'ex-URSS).

Dans ce cadre, le gouvernement Berisha lui-même semble avoir plus obéi à ses intérêts privés, concentrés autour du Parti Démocratique, qu'aux intérêts plus globaux de la bourgeoisie dans son ensemble. Or, en règle générale, les secteurs de la bourgeoisie qui contrôlent les appareils centraux de l'Etat assurent cette hégémonie précisément parce qu'ils ont prouvé leur capacité à laisser au second plan leurs intérêts privés au profit des intérêts généraux de leur classe. Il semble ici que Berisha, notamment au travers de ses sociétés

pyramidales, s'est bien plus préoccupé de sa fortune personnelle que des intérêts de la bourgeoisie en général et de la cohésion de l'Etat. C'est ce qui explique sans doute aussi que tant de fractions bourgeoises se soient retrouvées derrière le mot d'ordre « A bas Berisha ! ».

Au mois de mars 1997, en plein mouvement insurrectionnel du prolétariat, et tirant parti de la déstabilisation de l'Etat, différentes fractions bourgeoises en profitent pour passer à l'action militaire et régler des comptes. Outre les partisans de Berisha qui ont profité de la situation d'illégalité générale pour piller eux aussi des casernes afin de s'armer, d'autres ont profité de cette même situation pour s'armer et protéger militairement leurs usines, commerces et autres entreprises. Ainsi bon nombre de patrons¹¹ venus hier s'installer en Albanie parce que la main-d'œuvre y est vraiment bon marché et que les lois sont telles qu'ils peuvent gérer leurs affaires à peu près à leur guise, sans scrupule quant aux taxes, aux lois sociales... ne peuvent plus compter aujourd'hui sur les forces de police pour protéger leurs propriétés privées. Ces gros propriétaires et patrons s'entourent donc maintenant de milices privées, de troupes de surveillance, de comités de vigilance, de « bandes armées » pour sauver leurs exploitations des pillages généralisés... tâche que ces milices n'ont par ailleurs pratiquement jamais pu assumer dans le cours du mouvement.

Entre ces milices armées par les patrons et les Conseils de Salut Public, Comités de Sauvegarde, Comités de Défense... qui eux aussi se sont armés pour rétablir l'ordre, les groupes de prolétaires armés sont de plus en plus coincés.

Afin de donner le coup de grâce et d'augmenter la confusion générale qui réussira à désarmer le prolétariat, les médias, mettent dans le même sac les actions du prolétariat en armes et les actions des milices de défense de la propriété privée. « Bandes armées »¹² est devenu l'appellation type pour amalgamer des actions de nature totalement différentes pourvu qu'elles soient armées.

¹¹ Il y a environ quatre cents entreprises entre Tirana, Durrës, Lushnjë et Fier. Certaines sont le produit d'initiatives et de capitaux français et allemands mais la plupart le sont d'italiens. Les cent et vingt entreprises les plus importantes constituent une masse d'investissements de 200 à 250 milliards de dollars et comportent 30.000 postes de travail. En 1994, par exemple, s'implante une industrie d'embouteillage de Coca-Cola nécessitant un investissement de 20 millions de dollars et une centaine d'ouvriers, en haute saison !

¹² Exactement de la même façon qu'en Italie, l'Etat crée une catégorie de « bande armée » a-classiste dont le but final reste la condamnation de la violence de classe !

Les pillages, par exemple, peuvent être de nature de classe tout à fait antagonique selon ceux qui les font et selon le contenu de l'action. Quand les prolétaires pillent les dépôts de vivres ou d'armes, c'est notre classe qui critique la propriété privée, l'Etat et l'ensemble du rapport social capitaliste. Cette expropriation exprime les intérêts de l'humanité. Il s'agit d'une appropriation collective, d'une réappropriation de ce que les prolétaires produisent mais dont ils sont toujours privés. C'est le prolétariat qui nourrit et arme sa lutte contre l'Etat et le règne de la marchandise.

Quand d'autres pillages apparemment semblables de dépôts de vivres et d'armes sont opérés, soit par des trafiquants qui organisent le commerce des denrées qui se font rares et qui en profitent pour les vendre aux prolétaires, à des prix inabordables... soit par les milices engagées pour protéger les entreprises capitalistes... soit par les sbires de Berisha... il est clair que les critères ne sont pas les mêmes. Ce ne sont pas les intérêts de l'humanité qui s'expriment ici, mais bien ceux du profit, ceux de la tyrannie séculaire du taux de profit contre l'être humain. Il s'agit d'une appropriation privée, pour des intérêts privés de groupes de bourgeois qui luttent pour imposer leurs intérêts de fraction et qui ont pour objectif d'améliorer leur position dans la guerre compétitive que se livrent entre eux les capitaux. C'est la perpétuation en armes du système capitaliste.

Autre exemple, les attaques de commissariats aussi peuvent être de nature tout à fait différente. Quand des trafiquants attaquent des commissariats parce que la police tente de reprendre le contrôle de leur commerce, ou exige un pourcentage, ils mènent une guerre inter-bourgeoise pour le contrôle d'un marché. Cette attaque s'inscrit tout à fait dans la reproduction du système capitaliste. Mais par contre, quand le prolétariat attaque un commissariat, liquide ses occupants et incendie les bâtiments de la répression, il s'attaque à son ennemi mortel, à celui qui le réprime directement, à celui qui le maintient privé de toute propriété, à l'Etat capitaliste. Son action s'inscrit dans le processus de destruction de l'Etat bourgeois.

Les « bandes armées » qui, pour mener à bien leur propre guerre de concurrence, pillent les dépôts de vivres, les casernes, attaquent les commissariats... constituent le bras armé de la contre-révolution, celui qui restaure la terreur contre le prolétariat.

Ainsi, un barrage routier installé dans Vlorë rançonne tous les automobilistes qui passent par là. Si ceux-ci n'obtempèrent pas, ils sont tout simplement criblés de balles.

A nouveau, autant le prolétariat en armes a organisé des barrages pour stopper l'avance des troupes militaires, pour arrêter les membres de la police secrète,... pour défendre sa lutte, y compris en vue d'obtenir des fonds pour cette dernière, autant ceux qui rançonnent les automobilistes – catégorie par essence a-classiste –, n'ont rien à voir avec sa lutte et se situent tout à fait du côté de l'Etat qui, tous les jours, exerce ce genre d'intimidation. Les journaux surnomment ces rançonneurs de « bandits », de « rebelles », de « mafiosi », de « crapules »... au même titre que n'importe quel prolétaire ayant pris les armes contre l'Etat. Pourtant, il est clair qu'on a affaire ici à une milice privée au service de l'ordre capitaliste. Cette bande armée (un patron et ses sbires) qui sévit à Vlorë et qui concurrence le Comité de Défense de Vlorë, revendiquant comme tout le monde la démission de Berisha (mais avec l'objectif de faire de bonnes affaires en trafiquant), a peu à peu repris en mains le contrôle des mouvements des groupes de défense, de la circulation des armes. Elle a assassiné froidement tous ceux qui ne répondaient pas à ses ordres. Pour défendre ses intérêts mercantiles privés, cette bande armée fait régner l'habituelle terreur bourgeoise et, de ce fait, défend les intérêts privés capitalistes en général. Description des journalistes : « Des organisations criminelles ont profité de la situation de désordre en Albanie pour faire des affaires en or, notamment dans le trafic de drogue et d'armes. Des businessmen italiens ont continuellement des rapports d'affaires avec des collègues albanais. »

Et, pour achever la description du rôle éminemment contre-révolutionnaire de cette « bande armée », voici ce que proclamera son leader à l'arrivée des troupes italiennes : « Les soldats italiens sont nos frères... Celui qui veut toucher à l'un de leurs cheveux devra passer sur mon cadavre. »

D'autres exemples :

- A la frontière grecque, une « bande armée » a pris le contrôle d'un point de passage et rackette les prolétaires qui vont se ravitailler en Grèce.
- A Tirana, un bus se fait mitrailler pour le forcer à s'arrêter et permettre aux assaillants de rançonner les passagers.

Mais il y aura aussi des réponses prolétariennes à l'encontre de ces bandes armées qui cherchent à spolier les prolétaires.

Le 27 mars par exemple, le prolétariat donnera une réponse de classe à ces bandes venues racketter un village. Fortement armés par le pillage d'une

importante caserne, les habitants, refusant le racket, se sont défendus et ont vengé leurs dix-huit morts.

Les trafiquants de viande sur pied espèrent également faire de bonnes affaires avec la nouvelle vague d'émigration. Il débarque ainsi sur les côtes italiennes plus de dix mille réfugiés clandestins (chiffres inférieurs à ceux de 1991 qui avaient dépassé les quarante mille) qui seront rapidement rapatriés en Albanie¹³. En effet, ils ne sont pas considérés comme des « ressortissants étrangers », des diplomates, des ambassadeurs ou des cadres d'entreprises... pour qui on affrète navires, hélicoptères, avions afin de les évacuer. Au contraire, il s'agit de simples prolos qui ont fui vers l'Italie, soit attirés par le mythe du paradis occidental, soit pour échapper à la répression. Ils ont payé entre 500 et 1.000 dollars leur place sur un rafiot pourri qui n'est même pas sûr d'arriver¹⁴. A Durrës, ceux qui mènent ce commerce de viande sur pied s'y connaissent et sont efficaces ! Une flotte de plus de cent vedettes rapides leur permet de contrôler toute la côte et d'organiser leur commerce notamment avec l'Italie et la Grèce. Sur la côte, ils racolent et rassemblent les candidats, en se gardant bien de leur dire ce qui les attend en Italie ! En mer, ils menacent pêcheurs et capitaines de bateaux pour garder le contrôle du trafic. La police complice ne les empêche pas de se livrer à leur trafic.

Sur base de ces exemples, on comprend la facilité avec laquelle les bourgeois ont amalgamé les actions prolétariennes avec ces bandes armées de commerçants sans scrupules, sans critère, sinon ceux de la bourgeoisie : le profit et la guerre de tous contre tous. Et ce sont les bourgeois eux-mêmes qui traitent

¹³ Le 19 mars, le gouvernement italien décrète l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire italien jusqu'au 30 juin 1997, ce qui implique le renforcement des contrôles exercés par les patrouilles des forces de l'ordre non seulement aux frontières mais dans tout le pays. Le décret prévoit aussi le rapatriement immédiat de ceux qui, liés d'une façon ou d'une autre à la criminalité, sont estimés indésirables – catégorie que nous savons, par expérience, extensible à tout prolétaire ayant pris les armes pour lutter contre l'Etat. Le même jour, 289 personnes d'origine albanaise considérées comme dangereuses sont raccompagnées sous bonne garde à Tirana, à bord de trois hélicoptères militaires italiens. Les autres reçoivent le statut de « réfugiés » et ont droit à un permis de séjour de 60 jours prolongeables jusqu'à 90 jours, le temps que la situation se « normalise » en Albanie. Indépendamment des contenus idéologiques respectifs, la collaboration des polices est totale, comme toujours !

¹⁴ Le 20 mars, 400 réfugiés dont l'embarcation était sur le point de sombrer dans l'Adriatique, sont reconduits par l'armée italienne dans le port de Durrës. Le 28 mars, suite à l'intervention en pleine mer de vedettes de l'armée italienne obligeant un bateau chargé de candidats à l'émigration à rebrousser chemin, le bateau de fortune surchargé fait naufrage, laissant 87 morts et/ou disparus. Le 4 mai, les 1.223 candidats à l'émigration arrivés dans le port italien de Bari entassés à bord d'un bateau citerne sont renvoyés en Albanie. Un premier groupe de 180 hommes est immédiatement reconduit sous forte escorte au port albanais de Durrës. Le bateau a été acheté 100.000 dollars et chaque passager a payé entre 500 et 600 dollars le passage. Plus la misère humaine est grande, plus important sera le taux de profit ; dans ce cas-ci, le capitaliste récupère intégralement son capital en un seul cycle !

les prolétaires en armes de mafieux, gangsters, sauvages, violeurs... cannibales ! On comprend aussi pourquoi les prolétaires se sentent de plus en plus coincés entre ces « bandes armées », les unes, répondant à leurs stricts intérêts privés, patrouillant en tous sens dans un but immédiat de ramasser un maximum de fric, les autres (Comités de Défense, de Sauvegarde ou de Salut Public) dont le but correspond plus à l'intérêt de la bourgeoisie mondiale : le rétablissement de la paix sociale là où la colère prolétarienne s'est exprimée le plus fortement.

Telles sont les bases sur lesquelles les affrontements du début du mouvement vont progressivement céder la place à des affrontements de toute autre nature. Revenons maintenant au déroulement des événements.

Le lundi 19 mars, des représentants du gouvernement et des organismes internationaux discutent des objectifs de l'intervention et de la manière d'acheminer l'aide humanitaire. L'Etat nord-américain s'oppose à une intervention militaire de l'OTAN, l'Etat allemand définit le conflit comme « une affaire interne »,... Les experts coïncident dans le rejet de l'intervention militaire directe pour assurer le rétablissement de l'ordre en Albanie (ils ont conscience du danger de généralisation) et considèrent plus efficace les mesures d'assistance à l'armée et à la police, afin que ces institutions rétablissent l'autorité de l'Etat, assurent la protection des aéroports, des ambassades et des principaux bâtiments officiels. C'est-à-dire que la bourgeoisie perçoit qu'il ne faudrait pas commettre à nouveau l'erreur de mener une répression frontale, comme l'a fait Berisha, qui n'a eu pour effet que de galvaniser la combativité des prolétaires en lutte. La bourgeoisie sait que pour rétablir la paix sociale, le bâton n'est pas suffisant, la carotte aussi est indispensable : il est bien plus efficace de présenter son intervention comme une aide humanitaire. La bourgeoisie sait qu'elle doit se présenter comme celle qui nourrit les prolétaires et constitue donc la seule solution au problème de la survie. Reste encore à déterminer quels effectifs. En attendant, le gouvernement Bashkim Fino, soutenu par l'Union Européenne, est invité à prendre d'urgence des mesures d'« assistance sociale et humanitaire » pour pacifier le pays. Les forces de la bourgeoisie mondiale se dirigent alors vers une intervention où la présence unitaire étrangère appuiera les forces répressives locales et utilisera l'action humanitaire comme vitrine.

Le 20 mars, l'armée italienne effectue sa première opération sur le sol albanais. Des fusiliers marins d'une unité d'élite de l'armée italienne débarquent sur une plage proche du port albanais de Durrës.

Le 25 mars, 40 tonnes d'aide française en vivres et médicaments arrivent à l'aéroport de Tirana.

Le 26 mars, les négociations de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) débouchent finalement sur la création d'une « mission humanitaire protégée par une force multinationale sous mandat de l'ONU ». « Il s'agira d'une mission d'escorte, d'une mission humanitaire, pas de maintien de l'ordre. » « Le plan OSCE s'efforcera de créer les conditions politiques aptes à la tenue d'élections générales anticipées d'ici l'été prochain. Mais sa mission de police essentielle sera d'assurer la protection rapprochée dans l'acheminement des convois de secours alimentaires et médicaux dont les municipalités ou les hôpitaux pillés et mis à sac ont le plus pressant besoin. »

Il est clair qu'il s'agit là d'une mission de maintien de l'ordre mais l'OSCE fait tout pour apparaître en sauveteurs et non en agresseurs. La grande peur de la bourgeoisie reste le danger d'internationalisation du conflit. Pour l'OSCE, il faut à tout prix éviter que le prolétariat, toujours armé, continue sa lutte non seulement contre l'armée albanaise mais encore contre les armées européennes. Cette extension de la lutte amènerait à reconnaître l'ennemi de classe dans un panel beaucoup plus large de fractions bourgeoises dont les fractions qui soutiennent le plan de l'OSCE : les Comités de Défense, de Sauvegarde ou de Salut Public... le gouvernement Bashkim Fino... soit l'ensemble de la bourgeoisie albanaise et internationale.

Malgré les nécessités du capital mondial, malgré les accords conclus autour des stratégies à mener en Albanie, aucun état-major n'est prêt à envoyer ses soldats dans le sud de l'Albanie où la situation reste explosive. Un combattant affirme : « je préviens les soldats italiens : je ne leur conseille pas de venir à Vlorë ; s'ils le font nous les tuerons. » En Espagne, El País titre le 3 avril « Peur dans le sud » et souligne que « le peu de disponibilité à déployer des forces dans le sud de l'Albanie manifestée par la dizaine de pays qui ont envoyé hier les représentants de leurs Etats Majors respectifs à la réunion convoquée à Rome constitue le premier problème de la mise en marche de la Force Internationale de Protection (FIP). » Le journal ajoute : « aucun des huit pays qui, parmi les participants à cette rencontre étaient prêts à coopérer à la partie militaire du plan, ne semblait disposé à envoyer des soldats dans cette zone... »

La bourgeoisie craint plus globalement, que ses véritables objectifs soient dévoilés. En ce sens, elle insiste : « La force militaire multinationale accrochée à

son mandat humanitaire refuse de s’immiscer dans des affaires de police intérieure qui pourraient très vite l’exposer à des attentats terroristes. »

De ce jour au 12 avril, un contingent de 6.000 soldats environ devra débarquer en Albanie. Les premiers objectifs de la mission sont de sécuriser les ports de Durrës et Vlorë, l’aéroport de Tirana et les principales voies de communication entre le nord et le sud de l’Albanie.

Le 9 avril, un navire chargé d’une centaine de membres du SHIK est arrivé à Brindisi pour contrôler de près les mouvements des réfugiés albanais. Si les candidats à l’émigration sont sévèrement rejetés d’Italie, on voit qu’il n’en est pas de même pour tous ceux qui collaborent à la sauvegarde de l’Etat. Que ce soient les « ressortissants étrangers » ou les membres de la police secrète, ceux-là reçoivent un bon accueil en Italie. Face au danger prolétarien, la bourgeoisie sait mettre au second plan sa guerre concurrentielle pour mieux mener sa guerre contre le prolétariat. Les financiers des faillites des sociétés d’épargne pyramidale ont, par ailleurs, de loyaux collègues en Italie. Par exemple, une chaîne de supermarchés des Pouilles appartient à la désormais célèbre Vefa.

Le 12 avril, le commando Jaubert arrive à Durrës pour sécuriser la zone de débarquement des troupes de l’armée française.

Le lundi 14 avril, un pont aérien entre Pise et Tirana a été mis en place afin d’acheminer le matériel et la logistique sur place. Plusieurs C-130 de l’armée de l’air italienne ont déjà atterri à Tirana.

Le 15 avril, débute l’opération Alba. Les 6.000 soldats des forces multinationales débarquent dans les ports de Durrës et de Vlorë. Un cargo affrété par le programme alimentaire mondial décharge 360 tonnes de farine et 36 tonnes de légumineuses.

Autant la bourgeoisie était effrayée de voir à quel point le prolétariat s’était armé, autant le débarquement des forces multinationales est impressionnant. La dimension des navires, des chars et autres véhicules, l’armement sophistiqué... ont de quoi intimider ! Les voix prolétariennes qui s’élèveront contre cette intimidation seront peu nombreuses, ce qui démontre une fois de plus l’isolement de l’extraordinaire lutte du prolétariat en Albanie. Un isolement que la bourgeoisie mondiale a réussi à imposer. Sur place, face à cette impressionnante invasion militaire, on n’entendra que quelques insultes : l’humanitarisme impose dictatorialement sa terreur.

A Tirana, la situation redevient normale pour le capitalisme : les journaux reparaissent normalement, les échoppes sont approvisionnées, la circulation est dense. Les seules armes visibles sont celles des quelques policiers accoués à leur véhicule blindé.

Le 17 avril, une délégation de l'OSCE rencontre à Vlorë les représentants du Comité de Salut Public. Le président de ce Comité confirme son rôle contre-révolutionnaire quand il affirme : « L'opération Alba peut dégénérer si elle reçoit la mission de pénétrer de force dans nos foyers pour nous prendre nos armes », rejoignant par-là à 100% les préoccupations des émissaires de l'OSCE. On constate ici que les peurs de la bourgeoisie en Albanie sont exactement les mêmes que celles des humanitaristes internationaux.

Du 1^{er} au 7 mai, la police réapparaît dans les rues de Shkodër, Berat, Burrel, Kukës, Krujë. Mais les institutions de la Justice ne sont pas opérationnelles : des postes de police, des prisons, des tribunaux... il ne reste rien. Avant de quitter les bâtiments, les prisonniers évadés ont pris soin de faire brûler leur dossier puis d'incendier les bâtiments eux-mêmes,... Quelques jours auparavant, on pouvait lire dans la presse : « Le chef de l'administration pénitentiaire en Albanie a annoncé hier que le pays n'avait plus que 27 prisonniers en prison contre 1.300 qui s'y trouvaient avant la fuite massive d'inculpés le 13 mars passé. Sur ces 27 prisonniers, 9 sont rentrés en cellule de leur propre gré. »

Un magistrat s'étonne : « Après 45 ans d'interlude, nous avons pris soin de faire de bonnes lois. Nous avons une charte constitutionnelle définissant les droits de l'homme. Il y a un ministre de la Justice, des associations privées de magistrats, le droit d'appel, un nouveau code criminel,... Mais nous avons négligé d'éduquer le peuple à ce nouvel esprit. Qu'ont fait les insurgés ? », se demande encore ce dévoué magistrat qui voudrait nous faire entendre que depuis la mort d'Enver Hoxha, il n'existe plus de système répressif en Albanie. Comme si de bonnes lois et un bon fonctionnement judiciaire changeaient la nature du terrorisme d'Etat. « Au lieu de porter plainte en Justice, ils ont pris la route directe : piller les banques. Ils n'ont pas confiance dans l'Etat et ses lois. Même ce propriétaire d'usine à Shkodër : la Justice lui avait fait des offres spéciales pour assurer la protection de son exploitation mais celui-ci a préféré engager ses propres vigiles. »

Le 14 mai, les partis de l'opposition menacent de boycotter les élections décidées pour le 29 juin 1997. Ils remettent en question la loi électorale prévoyant un mode de scrutin majoritaire. La polarisation de l'attention autour

de cette polémique tente d'installer toujours plus fortement l'idée que la solution à tout ce qui s'est posé dans le mouvement est d'aller voter pour sanctionner la politique de Berisha. Alors que spontanément les prolétaires s'en sont pris à l'Etat et toutes ses structures : ses banques, ses commissariats, ses tribunaux, ses prisons, ses casernes, ses dépôts... ils se laissent confisquer cette lutte totalisante pour ne finalement réclamer que la tête de Berisha et encore, par vote démocratique.

Si au départ, la revendication de la tête de Berisha pouvait encore signifier « A bas l'Etat ! », aujourd'hui, avec la récupération faite par l'opposition socialiste, la réclamation de la démission de Berisha n'est que la solution politique approuvée par l'ensemble de la bourgeoisie mondiale pour désarmer les prolétaires et reprendre les négociations par les voies qui lui assurent le retour de la garde du monopole des armes.

Le 21 mai, l'accord global passé entre les dix partis prévoit notamment la nomination d'un nouveau chef de la police secrète exauçant par-là, partiellement, une des revendications des Comités de Salut Public qui revendiquaient un remaniement profond de la police secrète.

Le 4 juin, le président Sali Berisha échappe à une tentative d'attentat lors d'un meeting électoral du Parti Démocratique, à trois semaines des élections législatives anticipées prévues pour le 29 juin 1997. Cet événement illustre la tension qui règne encore dans le pays malgré les promesses électorales.

A de rares exceptions près, personne n'a rendu les armes dérobées lors du pillage des casernes. L'état d'urgence et le couvre-feu sont toujours en vigueur.

Le 27 juin, parti de Tirana, un convoi d'observateurs internationaux escorté par des soldats italiens et roumains progresse vers la pointe sud-ouest jusqu'à Gjirokastër, passant par Memaliaj, Tepelenë... localités qui, en mars, étaient toutes gagnées par le mouvement insurrectionnel notamment marqué par le pillage des casernes et l'armement généralisé du prolétariat. Les prolétaires saluent le passage des chars par des insultes mais la caravane passe sans problème. Cet exemple démontre l'état général de la lutte à ce moment : décomposition de la force insurrectionnelle, haine des nouvelles propositions pour instaurer l'ordre mais prédominance de l'impuissance... la résignation refait son apparition.

A deux jours des élections législatives anticipées prévues pour le dimanche 29 juin, les observateurs estiment que les conditions à la tenue d'un scrutin

libre et démocratique ne sont pas réunies. Mais le 29 juin, la bourgeoisie peut enfin saluer en Albanie l'effectif « passage salutaire par l'isoloir » qui, à Bucarest comme à Sofia, avait permis cette soudaine « métamorphose » du danger de la révolution en civique défilé obéissant au dépeçage démocratique. De l'isoloir ressort l'isolé ! Le spectre de la révolution s'éloigne – provisoirement – de l'Albanie avec le retour de la focalisation de toute l'attention sur les tractations politiques.

Le 23 juillet, quelques mois après avoir été réélu pour un second mandat présidentiel, Sali Berisha adresse une lettre de démission de la présidence de la république albanaise qu'il occupait depuis cinq ans. C'est ainsi que s'accomplit le spectacle de la réconciliation nationale. Dernier acte programmé par l'opposition pour faire admettre aux insurgés de rendre les armes. Le but – « stabiliser la situation, restaurer l'autorité bafouée de l'Etat, rendre une légitimité perdue au futur gouvernement et favoriser un indispensable climat de réconciliation nationale » – devrait enfin être atteint.

Le 12 août 1997, les six mille hommes de la « force multinationale de protection » quittent l'Albanie.

EN GUISE DE CONCLUSION

En octobre 1993, nous avons publié un texte (« Caractéristiques générales des luttes de l'époque actuelle ») globalisant, comme son titre l'indique, les caractéristiques générales des luttes de ces dernières années. Face aux dimensions enthousiasmantes de la lutte en Albanie, nous nous devons de réfléchir sur la dimension/profondeur des ruptures portées par cette lutte. Posent-elles un saut qualitatif par rapport aux caractéristiques générales des luttes de l'époque actuelle ou non ?

Pour répondre à cette question, nous avons repris les caractéristiques dégagées en octobre 1993 et nous les mettons en regard avec les événements en Albanie afin de vérifier leurs similitudes et dissemblances.

Notre texte soulignait en premier lieu l'action violente et décidée du prolétariat qui occupe la rue, s'affronte directement aux structures de l'Etat, ses bâtiments, commissariats... et qui fait tomber les barrières de la propriété privée, dans un mouvement d'expropriation et de réappropriation général.

Les événements en Albanie confirment fortement cette caractéristique. Le prolétariat en Albanie a pris d'assaut des commissariats, des bâtiments de la police secrète, des casernes, des tribunaux, des prisons, des locaux du parti

au gouvernement, des dépôts de vivre, des succursales de banques, des maisons de bourgeois, des centres commerciaux, des entreprises,... Les incendies visaient la destruction de centres de répression, d'accumulation du capital, d'organisation de la contre-révolution... et les pillages donnaient lieu à des expropriations/réappropriations collectives.

Notre texte sur les caractéristiques générales des luttes faisait remarquer : « Le fait d'occuper directement la rue tend à produire une rupture violente avec toutes les catégories par lesquelles le capital divise les prolétaires : le cadre restreint de l'usine, de la mine ou du bureau vole en éclats. Chômeurs, femmes que le capital condamne au travail domestique, vieux, enfants... s'unifient dans l'action directe. » Comme en Birmanie il y a une dizaine d'années, en Albanie aussi ces barrières ont volé en éclats et la lutte s'est généralisée à tous les secteurs et dans tout le pays.

Les pillages ont d'abord principalement visé les casernes car le premier objectif du mouvement, passant le cap de la simple protestation pour se muer en soulèvement insurrectionnel, était l'armement. Ils ont ensuite visé les banques parce que c'est là qu'ont été englouties les épargnes. Puis, face à la pénurie, ce sont les dépôts de vivre qui ont été visés. Et enfin, ils se sont généralisés aux commerces, bâtiments publics, usines... c'est-à-dire tous les endroits de stockage de marchandises, cachant des réserves en tout genre... jusqu'aux murs, poutres et toitures.

Le texte soulignait encore la forme d'une déflagration imparable que prennent ces révoltes, sans progression quantitative de luttes partielles avant l'explosion, caractéristique accompagnée du fait que le vieil arsenal social-démocrate n'a aucun effet face à l'action décidée et violente du prolétariat et que le syndicalisme est totalement incapable de répondre et d'encadrer la généralisation de la violence prolétarienne. Le cadre réformiste contrôlant habituellement les tentatives de luttes est rapidement débordé.

En Albanie, fait marquant, policiers, soldats (sauf corps spécialisés, troupes d'élite...) ont refusé de tirer sur les prolétaires en lutte. Il est à remarquer également que la tournure prise par les événements a engendré un génial effet de surprise qui a indéniablement constitué un obstacle à la mobilisation rapide des forces de la contre-révolution.

Il y eut bien quelques tentatives de canaliser la grogne de plus en plus pressante dans quelques manifestations pacifistes, grèves de la faim,... Mais ces tentatives ont brutalement été balayées par l'explosion soudaine et générale de mouvements quasi insurrectionnels. L'armement fut aussitôt généralisé et

les forces armées habituellement envoyées pour mâter la révolte ont dû reculer. Plus encore, beaucoup de soldats ont laissé là leur uniforme et ont rejoint leurs frères de classe, ouvrant les casernes et contribuant à l'appropriation des armes.

Autre caractéristique soulignée par le texte d'octobre 1993 : le fait que « ces révoltes éclatent généralement sans objectif précis et explicite et proposent rarement quoique ce soit de positif. »

En Albanie, on peut constater cette absence de revendication positive concrète, même si le point de départ a été cette formidable escroquerie financière qui a dépossédé le prolétariat de ses quelques économies. Ce qu'il y avait derrière tout cela, c'était une situation totalement précaire pour le prolétariat, une dépossession toujours plus aiguë de ses moyens de vie. En Albanie, la coupe était pleine, mais la rage qui s'est exprimée à cette occasion est une rage contre la privation en général. De plus, la façon dont cette rage a été portée par le prolétariat en une révolte généralisée s'attaquant non pas aux seules sociétés d'épargne mais à un ensemble de structures de l'Etat bourgeois, exprime la dimension beaucoup plus totale qu'a prise la lutte en Albanie.

Face à l'attaque de la bourgeoisie, concrétisée par cette escroquerie financière, ce que dit le prolétariat, c'est NON ! Il s'agit d'une explosion de rage qui dit NON, ce qui ne constitue pas une revendication positive et est dès lors beaucoup plus difficile à transformer en proposition réformiste. Tout le temps que dure cette déflagration sociale est caractérisé par ce NON intransigeant, et donc par l'absence de revendication concrète positive.

C'est l'opposition bourgeoise qui, dans la mesure où le prolétariat n'est pas parvenu à doter sa révolte d'objectifs propres, a insufflé dans le mouvement la revendication limitative de la démission du président Berisha canalisant le mouvement de lutte contre l'Etat en une politique bourgeoise de remplacement d'un gouvernement par un autre. C'est précisément cette question de la « démission de Berisha » qui constituera le passage du NON prolétarien face à l'ordre bourgeois imposant une augmentation de la misère au OUI récupérateur se concrétisant dans la réforme politique de l'Etat bourgeois. Cette revendication apparaîtra chaque fois plus opposée au NON prolétarien et finira par supplanter et faire oublier la question de la récupération de l'argent déposé dans les banques.

Jusqu'ici, le mouvement de lutte en Albanie correspondait globalement aux caractéristiques des luttes de l'époque actuelle dégagées en octobre 1993.

Mais quant à la caractéristique qui souligne que, même en ces moments intenses et aigus, la puissance de l'idéologie bourgeoise est si forte que, seule une minorité va participer à l'action directe... la situation en Albanie se différencie nettement.

L'armement et la participation à l'action directe furent généralisés. Même chose pour les règlements de comptes avec les membres identifiés du SHIK, la mise à sac des bâtiments publics, administrations communales, tribunaux, commissariats, prisons, la prise des casernes, les pillages... Pendant que certains opéraient plus directement, d'autres, et parfois des masses d'autres, agissaient pour faire rempart afin d'empêcher les forces de l'ordre d'arriver sur le lieu de l'action proprement dite. Les prolétaires en armes se sont organisés pour bloquer les routes, organiser la défense de leurs bastions,... Il est indéniable, qu'en Albanie, la participation à l'action directe ne fut pas que le fait d'une minorité. Elle fut massive, générale.

Notre texte soulignait par ailleurs qu'une fois passé l'effet de surprise, la contre-offensive bourgeoise reprend le dessus et, d'un grand coup de massue, fait tout rentrer dans l'ordre... Ici aussi la situation se différencie nettement.

En Albanie, le mouvement est allé plus loin que la plupart des affrontements qui se déroulaient à l'époque (Los Angeles, par exemple) en s'armant de façon généralisée et en faisant durer sa lutte plus que le temps d'un éclair dans le sombre ciel de l'austérité générale et extrême que le capital fait régner de façon toujours plus écrasante dans le monde. Entre le moment où la lutte a dépassé le cadre étouffant des manifestations de protestation pacifique pour devenir quasi insurrectionnelle, et la propagation du mouvement au nord du pays culminant avec l'évacuation de Tirana par les forces bourgeoises, deux semaines de radicalisation et de généralisation du mouvement se sont écoulées.

Mais cette généralisation s'est faite sans organisation de liens entre les différents endroits touchés par le mouvement. Le mouvement insurrectionnel a embrasé un tiers du territoire albanais, comme une traînée de poudre. C'est-à-dire qu'il a suffi d'une étincelle en un endroit pour que le feu coure sans autre effort, les échos d'une bataille victorieuse suffisant à encourager d'autres à faire de même. Pourtant ce n'est pas le manque d'enthousiasme ni d'armement qui peuvent expliquer le fait que les insurgés soient restés cantonnés dans leurs villes respectives sans chercher à centraliser la lutte. C'est à nouveau le manque de perspectives, de détermination des objectifs de

classe qui a laissé le soin aux Comités de Défense, de Sauvegarde, de Salut Public... de prendre en charge les liens par les habituels canaux que l'Etat met toujours en place : les représentations démocratiques des divers partis bourgeois, d'abord au sien du Comité des huit villes puis au travers de l'organisation des élections nationales.

Ainsi que le souligne le texte d'octobre 1993, en Albanie se vérifie le fait que l'absence de direction révolutionnaire permet à la bourgeoisie de reprendre le contrôle de la situation.

La bourgeoisie niera toujours la nature de classe des affrontements et par là leur dimension internationaliste, c'est-à-dire qu'elle met tout en place pour cacher que ce qui s'exprime ponctuellement en Albanie est un moment de la lutte unique et mondiale du prolétariat. Le danger pour la bourgeoisie étant justement que les prolétaires du monde entier se reconnaissent dans la lutte de leurs frères d'Albanie (et d'ailleurs) et se décident à prendre les armes contre tout l'appareil démocratique qui jusqu'ici fait encore tant recette ! Ce que dit la bourgeoisie des événements en Albanie (comme de tous ceux qui secouent le monde), c'est qu'ils n'ont évidemment aucun lien les uns avec les autres. A ses yeux, ils ne peuvent être que le fait de particularismes.

En ce sens, la principale faiblesse du prolétariat en Albanie trouve sa source dans la faiblesse actuelle des luttes du prolétariat mondial. Dit autrement, la principale faiblesse du prolétariat de cette région est l'isolement international, le fait qu'ailleurs le prolétariat reste à ce point dominé et affaibli qu'il est incapable de développer partout des actions semblables à celles de ses frères en Albanie. Pire, il a été incapable de comprendre que c'était sa propre classe qui luttait en Albanie !

Ceci est également une constante de la situation actuelle : le manque de direction et de programme révolutionnaire, questions décisives dans le cours de l'action, sont complémentaires de l'absence de conscience internationale de la lutte, et ces deux carences du prolétariat mondial se renforcent réciproquement. La tragédie du prolétariat dont la lutte dans une région va plus loin que dans d'autres, est une question tout aussi historique que géographique et concerne autant son programme que son isolement. Dans cette tragédie convergent le manque de théorie et de direction révolutionnaire et le manque de lutte du prolétariat d'autres régions du monde.

C'est grâce à cette faiblesse actuelle du prolétariat mondial que la bourgeoisie a pu isoler « la question albanaise » en tant que question particulière (comme elle l'avait fait avec « la question kurde » [lors du soulèvement en

Irak en 1991]). C'est ainsi que dans un premier temps la bourgeoisie présente le spectacle de la commisération, de la compassion et que la presse mondiale parle, en termes a-classistes, d'« albanais » (la division nationale donne de bons résultats), de « victimes » et du « désespoir qui a conduit à de telles exactions »,... des « abus de pouvoir », des « parasites de la démocratie », des « entreprises de corruption »,... mettant en avant des particularismes tels la « difficulté de ce pays le plus pauvre d'Europe et le plus marqué par un demi-siècle de stalinisme, le plus tribal,... à faire connaissance avec la liberté, l'économie de marché »,... la « difficulté d'un peuple qui ne connaît pas assez le goût du travail, de l'effort, de l'esprit de sacrifice,... à faire l'apprentissage de la démocratie »¹⁵,... La social-démocratie défendra toujours la coexistence de différents modes de production (capitaliste, socialiste, féodal...), de différents mondes (développé, sous-développé... tiers-monde, quart-monde...), de différents régimes (démocratiques, totalitaires...) pour mettre les « catastrophes », « drames », « tragédies », « génocides »... sur le dos d'un manque de développement capitaliste, d'un manque de démocratie. Et jamais bien sûr, ces événements ne sont reliés à quelque chose de global, de fondamental, de commun ; dans les explications des médias, aucune des catastrophes actuelles n'est liée à la nature de cette forme sociale de production. Il s'agit de problèmes particuliers qu'on attribue à telle ou telle personnalité, à telle ou telle irrégularité ou mauvaise gestion. Le plus important pour la bourgeoisie est de nous imposer une vision selon laquelle chaque lutte est le résultat de quelque chose de différent qui n'a rien à voir avec son système mondial d'exploitation ; le plus important pour elle, c'est d'éviter que les prolétaires d'une autre partie du monde se rendent compte que ceux qui luttent sont également des prolétaires, d'éviter qu'ils comprennent que c'est la dictature du capital qui exacerbe inévitablement l'exploitation, qui crée la misère, les guerres,... et que c'est notre lutte, la lutte des prolétaires en armes contre l'Etat, qui viendra à bout de toute cette inhumanité.

La bourgeoisie a même mis en réserve d'autres particularismes à mettre en avant pour miner le terrain sur lequel le prolétariat en lutte pourrait à nouveau se lancer. Les événements actuels ont déjà permis de réalimenter les

¹⁵ Dans le monde actuel, on ne parle plus ni de prolétariat, ni de lutte révolutionnaire, ni de révoltes contre le capitalisme et son Etat mais toujours de la lutte des « kurdes », des « islamistes », des « employés », des « sinistrés », des « paysans », des « palestiniens », des « affamés », de « ceux à qui on doit 5 mois de salaire », des « mineurs », des « latinos », des « pauvres », des « basques », des « chômeurs », des « nègres », des « étudiants », des « indiens », des « écologistes »,... On utilise ces termes jusqu'à l'absurde pour nous présenter ces situations comme des particularismes anachroniques dus au manque de capitalisme et de démocratie.

conflits de frontières avec la Grèce, permettant à la bourgeoisie de tableur sur le sentiment nationaliste/sécessionniste grec parmi « la minorité grecque » qui réside principalement dans le sud de l'Albanie¹⁶. Tant que le prolétariat lutte – une lutte par essence unificatrice et destructrice de tout sentiment nationaliste – la bourgeoisie ne peut articuler son attaque à ce niveau mais, comme on peut le constater dans la propagande de différentes fractions, elle n'a pas écarté la possibilité d'utiliser dans un futur proche le sentiment pro ou anti-grec pour créer dans le sud de l'Albanie des mouvements séparatistes.

D'autres fractions ont lancé l'idée d'une « Albanie ethnique », c'est-à-dire d'un Etat albanais élargi au Kosovo et à la Macédoine. Elles tenteraient ainsi de mobiliser le peuple albanais dans une lutte de réunification/libération nationale.

Une autre polarisation bourgeoise que les journalistes ont mise en avant pour expliquer la différence de force du mouvement au sud et au nord, c'est la division du peuple albanais en deux grandes ethnies : les Guègues au nord et les Tosques au sud. Au travers de tous ces particularismes, il s'agit, pour la bourgeoisie, de prévenir les affrontements classe contre classe en enfermant tout mouvement dans des polarisations dont les deux termes sont bourgeois.

La première phase du mouvement passée, la commisération a vite fait place à la condamnation des « exactions »... toute la misère du monde ne justifiant évidemment jamais, aux yeux de la bourgeoisie, que les prolétaires aient recours aux armes. Les mots qu'elle utilise alors pour qualifier les prolétaires ne sont plus les « pauvres albanais » mais les « cannibales », les « sauvages », les « ivrognes », les « incontrôlés », les « gangsters », les « mafieux », les « malfaiteurs », les « bandits », les « profiteurs »,... Des journalistes et parlementaires latino-américains ont été jusqu'à dire que la situation en Albanie se caractérisait par la présence dans les rues de masses de violeurs échappés des prisons. Et bien entendu, comme nous l'avons déjà souligné, par tous ces moyens, on cherche à créer l'amalgame entre les actions armées du prolétariat et les actions armées de fractions bourgeoises défendant leurs intérêts particuliers, alors que les critères (les buts et les moyens) sont totalement antagoniques.

¹⁶ « La minorité grecque » représente environ 12% de la population albanaise, soit plus de 500.000 personnes vivant principalement dans les villages de l'Albanie méridionale. Jusqu'en 1913, cette région faisait partie de la Grèce et elle est encore aujourd'hui appelée, par les Grecs, l'Epire du Nord.

Toujours pour reprendre le contrôle de la situation, la bourgeoisie tente de transformer cette lutte contre l'ensemble du système en une lutte de réformes des institutions, de casser la force de classe, les liens de solidarité, la conscience collective qui se développent dans la lutte, en reconduisant les prolétaires dans les voies électorales. A la force de classe, les urnes opposent l'individu isolé. A la conscience collective, elles réimposent le libre arbitre nécessairement reproducteur de l'idéologie dominante. Aux liens directs entre prolétaires en lutte en dehors et contre les structures de l'Etat bourgeois, les élections réimposent la médiation par le bulletin de vote.

Enfin, dernière caractéristique importante que dégage notre texte sur les caractéristiques des luttes actuelles : le décalage entre la force de l'action et l'absence de conscience que les prolétaires ont de la force et de la portée de leur action.

Malgré l'ampleur qu'a pris le mouvement et la clarté des objectifs de classe affirmés dans le contenu même des actions menées, il semble que ne se soient pas délogées du mouvement des minorités se revendiquant du contenu éminemment classiste de ces actions qui véhiculaient pourtant toutes les déterminations de la lutte du prolétariat contre ce système de mort, pour la révolution communiste. Il est évidemment difficile d'affirmer la perspective du communisme dans un pays où l'exploitation s'est opérée pendant des décennies au nom du communisme. Mais il ne s'agit fondamentalement pas d'une question de nom. Du point de vue révolutionnaire, ce qui importe c'est le développement de minorités d'avant-garde qui revendiquent la portée révolutionnaire du mouvement et son rattachement à la lutte mondiale d'un prolétariat rompan avec tous les pièges de la démocratie. Ce qu'il y a de tragique en Albanie, c'est que ces minorités n'ont pas existé ou n'ont en tout cas pas eu la force suffisante pour se faire connaître et tenter de donner une autre direction à la révolte. Et ceci n'est évidemment pas une faiblesse propre au prolétariat en Albanie, mais une caractéristique du prolétariat mondial qui, alors qu'il a reçu tant de coups et subi tant de défaites, n'est toujours pas parvenu à un minimum d'organisation révolutionnaire internationaliste.

 Ces dernières remarques soulignant plutôt les limites du mouvement, ne doivent pas nous faire oublier les moments forts de la lutte du prolétariat en Albanie, lutte qui a constitué une brusque rupture dans l'océan de paix sociale. La lutte du prolétariat en Albanie nous a rappelé que la réelle critique de la propriété privée et de l'Etat, de l'exploitation, de la misère, de la guerre... c'est-à-dire de la société du capital, c'est le prolétariat en

armes contre toutes les structures de l'Etat bourgeois. Cette lutte met en évidence que dès que le prolétariat se décide à lutter, il dispose d'une force générale que même l'armée ne peut vaincre.

Partout les producteurs de la richesse mondiale – les prolétaires ! – se laissent enfermer dans les négociations avec les capitalistes qui n'ont bien entendu comme critère essentiel que la rentabilité ; partout les pièges démocratiques mènent encore les prolétaires par le bout du nez au travail ou aux abattoirs, et partout on entend : « ça ne sert à rien de lutter, cela ne changera pas... » Et des pires « tragédies », « génocides », « drames », « catastrophes », semant la mort à tous vents, le bon citoyen arrive encore à conclure : « c'est la vie » !!!

Les prolétaires ont été tellement mis au pas ces dernières années que leur colère est bien trop souvent restée profondément enfouie¹⁷. Dès lors, quand enfin, certains de nos frères de classe la laisse exploser et se battent les armes à la main contre l'Etat capitaliste, cela fait chaud au cœur.

Par les actions qu'il a menées, le prolétariat en Albanie a exprimé ce que les prolétaires du monde entier ressentent et, en cela, il se situe à l'avant-garde !

Le prolétariat en Albanie s'est fait l'écho de ce que tous les prolétaires portent en eux : la lutte contre l'exploitation capitaliste, pour le communisme. Cet écho est tel que, par exemple, dans un village de Hongrie, les ouvriers d'une petite entreprise de construction qui n'avaient pas reçu leur salaire se sont dirigés vers la maison du patron en criant : « Il est temps de faire comme en Albanie ici ! » De même en Pologne, lors d'une manifestation, les ouvriers en colère scandaient : « Albanie, Albanie ! » Dans d'autres ville d'Europe, on a aussi crié « Vlorë ! Vlorë ! »

La lutte du prolétariat en Albanie redonne confiance dans la force historique du prolétariat mondial.

POUR LA LUTTE EN DEHORS ET CONTRE TOUTES LES STRUCTURES DE L'ETAT BOURGEOIS.

A BAS LA PROPRIETE PRIVEE, L'ARGENT, LE SALARIAT, LE CAPITAL !

POUR LA REALISATION DES BESOINS HUMAINS : VIVE LE COMMUNISME !

¹⁷ Pire encore, la rage engendrée par toutes ces souffrances et alimentée par la concurrence propre à la société bourgeoise est fréquemment drainée vers « l'autre ouvrier », vers l'émigré, vers le « noir »... vers la femme, l'enfant, tel ou tel groupe ethnique... puis, finalement, organisée par le capitalisme et transformée en force militaire raciste dans la guerre impérialiste.

Un journaliste s'étonne du silence de ses confrères :

Révolution

« Elle est longue la liste des mots utilisés pour définir ce qui se passe ('les événements') en Albanie : et on se refuse à utiliser le mot révolution. On nous avait assuré qu'en Europe, il n'y aurait plus jamais de révolution : et en voici une. Les 'insurgés', 'ceux qui se sont soulevés', qui produisent le 'chaos' ou l'anarchie... sont des 'rebelles', des 'mutins'. Et ils pillent.

Mais pas une radio, pas une télévision, pas un journal n'a utilisé le mot 'révolution'. Ça ne convient pas. Et c'est un événement face auquel l'éditorialiste européen reste perplexe ; surtout l'espagnol, drogué par la question basque..., comme le gouvernement, les politiciens, les penseurs qui arrêtent fréquemment de penser...

'Révolution', défini maintenant par Miguel Artola (un cours du Collège Libre des Emérites), 'est une action violente qui donne lieu à un changement de régime et à une nouvelle société. La violence est inévitable et il n'est pas facile de prévoir ou d'appliquer celle qui sera suffisante et d'éviter celle qui ne sera pas nécessaire pour conquérir le pouvoir' ... Elle a commencé parce que s'est créée une banque démocratique pour voler les épargnes du peuple. Une autre a commencé lorsqu'une poignée de marins de la Mer Noire ont refusé de manger de la viande avariée. Mais c'est toujours pour autre chose. Les albanais ont vécu de nombreuses années sous l'oppression d'un régime communiste très particulier ; la démocratie est arrivée d'Occident, et on leur a volé leurs épargnes. Ils ont un tas de bonnes raisons pour opposer le chaos à ces ordres ! »

Eduardo Haro Tecglen - Visto/oído El País 15/3/1997

“ Internationalement, non seulement il n’y a pas d’autre lutte prolétarienne importante, mais en plus l’isolement du prolétariat en Albanie est renforcé par l’occultation systématique de tout ce qui s’y passe. La bourgeoisie mondiale s’assure que dans le monde on ne parle pas de lutte prolétarienne ni de révolution en Albanie, mais bien de chaos, de désordre, d’anarchie...



“ La paix sociale internationale pèse d’un terrible poids sur l’extraordinaire mouvement du prolétariat en Albanie, tout comme elle a pesé hier sur l’insurrection prolétarienne en Irak : le prolétariat en Albanie a besoin d’étendre la lutte internationalement mais il ne trouve ni l’appui ni la compréhension nécessaire auprès du reste du prolétariat mondial qui, abruti par la campagne internationale de la bourgeoisie, ne se reconnaît pas dans la lutte de ses frères en Albanie, et imagine encore moins la force réelle des ruptures qui y ont eu lieu.